



hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« En travaillant cinq à quatre heures par jour jusqu'à l'âge de 45 à 52 ans, l'homme pourra produire aisément tout ce qui est nécessaire pour garantir l'aisance à la société. »
Pierre Kropotkine



Le capitalisme n'est pas en crise. Il se transforme.

M 02137 - 1722 - F: 2,00 €





Le capitalisme est-il en crise ? Le capitalisme, depuis sa naissance, se nourrit du différentiel de richesse entre un centre, où convergent les profits, et des périphéries sociales de plus en plus appauvries. Plutôt que de générer de la production matérielle, industrielle ou autre – trop dangereux, car la production serait dans les mains des travailleurs –, le capitalisme, pour générer du profit, s'est financiarisé et s'est réfugié dans la spéculation. La somme des pertes – pour l'environnement, pour la société – qu'il a engendrées est, quant à elle, bien réelle. À n'en pas douter, nous assistons à une nouvelle mutation du capitalisme, qui a déjà connu, après tout, le passage du capitalisme marchand au capitalisme industriel, puis du capitalisme industriel au capitalisme financier. Les plus intelligents des profiteurs ont déjà compris qu'il fallait mettre en place quelque chose d'entièrement nouveau. De multiples acteurs agissent déjà, de façon désordonnée et souterraine, pour faire émerger de nouvelles solutions pour maintenir leur domination. Il est probable que se mette en place un système d'exploitation encore plus violent que le capitalisme actuel. En attendant, les conséquences politiques de la « crise » en cours seront énormes, dans la mesure où les maîtres du système tentent de trouver des boucs émissaires à l'effondrement de leur hégémonie.

Actualité

L'État se fait taper sur les doigts, par Juanito, page 3

Planing familial saboté, par, page 4

L'offensive de la Filpac-CGT, par G. Goutte, page 5

Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6

Main basse sur le Mas d'Azil, par J.-M. Raynaud, page 7

Hollande, le fromager, par Justhom, page 8

International

Sortie de crise en Espagne?, par R. Pino, page 9

Entretien avec Isabel Díaz, page 10

Arguments

Le nouveau stade de la rue, par S. Rüppelli, page 12

Comment enrichir son employeur, par N. Potkine, page 15

Histoire

4 novembre 1936: Durruti parle, par A. Guillamón, page 16

À lire, à voir

Des principes d'identité, par A. Fernandes, page 19

Avant, c'était mieux, par P. Schindler, page 20

Kahlo : un ruban autour d'une bombe, par M. Joffrin, page 21

Illustrations

**Aurélio, Jhano, Kalem,
Krokaga, Manolo Prolo, Yann**

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €

6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €

1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

L'abonnement à la version numérique du journal est à moitié prix.

Tous ces abonnements peuvent se faire en ligne sur www.monde-libertaire.fr.

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Standard & Poor's pas content

L'État se fait taper sur les doigts



SUITE À LA DÉGRADATION, le 8 novembre, de la note de la dette de l'État français par l'agence de notation Standard & Poor's, le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, et le ministre de l'Économie et des Finances, Pierre Moscovici, y sont allés de leurs jérémiades de laquais, en premiers de la classe indignés de ne pas avoir eu la meilleure note pour leurs bons et loyaux sévices.

Les deux « socialistes » ont pourtant fait ce que le capitalisme ne cesse d'exiger d'eux, en poursuivant des « réformes » de compétitivité et de rationalisation du budget (comprendre : pressurer les salaires directs et indirects et écrabouiller les droits sociaux). Et nos deux « calimayrault », pour démontrer leur servilité, de surenchérir sur les réformes des retraites et du marché du travail qu'ils sont en train de mettre en œuvre : on va faire manger toujours plus de spaghetti *hard discount* tous les jours aux petits vieux et aux précaires, comme les marchés nous le demandent, et les marchés nous tapent sur les doigts ? Z'est vraiment trop injuste !

N'ayant en vue que leur baromètre d'impopularité virant au rouge avec la grogne sociale, craignant pour leur petit pouvoir de représentants de la misère politique instituée, les deux bureaucrates auraient-ils oublié qu'ils servent l'ogre capitaliste, dont l'appétit de destruction est, par définition, insatiable ? Standard & Poor's le dit en tout cynisme : ses perspectives se basent sur l'évaluation des capacités du gouvernement à

mettre en œuvre de nouvelles réformes structurelles pour « dégager de la croissance » (du capital), c'est-à-dire de nouvelles étapes dans la grande casse sociale pour saigner à blanc les prolos.

Standard des Pauvres argumente son annonce en évoquant les chiffres élevés du chômage en France, qui obéiraient le budget de l'État, alors même que ce sont les marchés boursiers qui poussent aux licenciements massifs auxquels on assiste ! La situation illustre bien les contradictions du capitalisme : l'État écrase la rémunération de la force de travail au profit du capital comme on le lui demande, en faisant passer la pilule par son vernis social. Mais si les prolos n'ont plus rien en poche, sur quoi le capital va-t-il pouvoir exercer son racket, sinon sur les finances mêmes de l'État « social » ?

Derrière les lettres « AA » se cache tout simplement une spéculation financière à la baisse sur la dette de l'État, dernier filon de la machine à fric emballée dans sa course folle à la ruine, poussant les gestionnaires politiques du capitalisme à restructurer toujours plus en débarrassant l'État des derniers oripeaux « sociaux » dont il s'était paré pour relancer la machine du profit après la Seconde Guerre mondiale. Le profit issu de la sphère productive étant toujours plus réduit voire devenu nul du fait des contradictions du capitalisme, il s'agit d'accroître toujours plus le volume de racket financier sur la dette de l'État (elle-même racket de la force de tra-

vail présente et à venir), de siphonner toujours plus les services publics et les salaires directs et indirects.

Or, à force de transformer tout et n'importe quoi en cadavre pour se maintenir, le capital sape ses propres bases, en dévorant la main des États qui permettent justement les conditions mêmes de son existence, en faisant rentrer le pognon par ses forces armées, en réprimant ou en vaselinant la contestation, en garantissant l'existence de la valeur monétaire elle-même. Une fois disparue l'illusion du vernis social de l'État, une fois remis en plein jour dans toute leur violence les piliers régaliens de l'État, une fois généralisées la pauvreté, l'exclusion et la précarité qu'engendre le système capitaliste à l'échelle de la planète, les prolos risquent bien de basculer dans la révolte générale. L'argent au feu ? Les capitalistes et les politicards au milieu !

Et l'humanité, hélas, si nous ne nous donnons pas les moyens de nous réapproprier le monde et de nous organiser de façon libertaire, égalitaire et solidaire. Face au veau d'or de la destruction sociale, auquel vouent un culte les pantins encratés des partis politiques qui tous briguent les ors de la république bourgeoise, les seuls A qui offrent une perspective « stable » sont ceux de l'anti-capitalisme anarchiste.

Juanito

Groupe Pavillon noir de la Fédération anarchiste

Les réactionnaires en action

CERTES, on n'est pas aux États-Unis, ce pays régulateur de nos vies à plus d'un niveau. Il y a les agréables, la musique entre autres, mais le gendarme autoproclamé du monde a d'autres ambitions, lesquelles sont dictées par son dollar « En Dieu nous avons confiance ». On va passer sur les autres dégâts pour en retenir un qui fait fracas : l'avortement libre et gratuit. Des médecins pratiquant l'interruption de grossesse tués par balle, il y en a eu plus d'un dans le pays du Mississippi.

Dans le vieux continent, on n'a pas encore eu de tels forcenés, mais c'est dans la tête de certains. SOS Tout Petits et tutti quanti ont eu un bain de jouvence avec les hardes au cordeau qui ont défilé contre le mirage pour tous. On ne reviendra pas sur ces parades qui rassemblaient grenouilles de bénitier et autres bondieuseries sur deux pattes, sans oublier, cerise sur le gâteau, les gros bras de l'extrême droite. Comme les ouailles et les timoniers du FN poussent des cris d'orfraie dès qu'on les qualifie d'extrémistes sur l'échiquier politique, les vieilles structures ayant depuis longtemps pignon sur rue font des réapparitions.

Faire voter une loi ne suffit pas toujours, loin s'en faut. En France, la loi sur l'IVG n'a pas fait exception à cette règle et, dès le début, ses adversaires n'ont eu de cesse de s'y soustraire ou de la contourner. Les praticiens qui y étaient hostiles n'ont évidemment pas manqué de faire jouer la « clause de conscience » leur permettant de ne pas procéder à tout acte en contradiction avec leur morale. Seule obligation : signifier immédiatement leur refus à la patiente désirant mettre un terme à sa grossesse – mais sans obligation de lui indiquer un confrère pratiquant régulièrement des IVG. Un chef d'équipe chirurgicale dans un hôpital du service public peut, lui aussi, refuser de pratiquer personnellement cet acte médical, mais il doit alors permettre d'en organiser la pratique. En théorie. Parce que, sur le « terrain », c'est souvent moins évident, et les pressions sont évidemment fortes pour empêcher l'application de la loi. Il n'y a qu'à voir les rassemblements des anti-IVG devant certains hôpitaux, comme par exemple celui de Tenon, à Paris, où des « fous de Dieu » n'en finissaient pas de prier pour sauver les âmes des misérables mécréants « meurtriers d'enfants ».

Problème un peu différent pour les pharmaciens qui, eux, ne peuvent pas avoir recours à cette clause de conscience pour refuser de vendre des produits contraceptifs



et abortifs. Qu'à cela ne tienne, ils peuvent justifier leur refus de vente par l'absence de ces produits dans leurs stocks ; stocks qu'ils ne sont pas tenus de renouveler. On imagine aisément le parcours du combattant pour les demandeurs, surtout dans des villes ne comportant qu'une seule pharmacie !

Et, comme si ça ne suffisait pas, les locaux du planning familial sont régulièrement la cible de certains nostalgiques de la « France éternelle et bien sûr très catholique ». Dernier exploit de ces rats, le planning familial de Bordeaux. Dans la nuit du 5 au 6 novembre, son local a été recouvert d'affiches de l'Action française et du Printemps français, le tout agrémenté de têtes de mort ! Plainte a été déposée au commissariat de police de Bordeaux pour « dégradation ou détérioration volontaire du bien d'autrui causant un dommage léger ». Doux euphémisme pour signifier qu'il n'y a pas eu de dégâts matériels ou physiques... Mais cinquante ans de planning familial en Gironde ne s'arrêteront pas devant les intimidations de ceux qui veulent, entre autres, contrôler le corps des femmes. Hier comme aujourd'hui, le combat pour l'émancipation

de la moitié du ciel est toujours à renouveler, à réinventer, car le machisme est toujours là.

Pour fêter leur cinquantenaire, les militantes du planning et de leur journal, *Histoires d'elles*, organisaient, le samedi 16 novembre, une soirée festive. Il y aura donc eu une « conférence gesticulée » dont nous reproduisons ici l'annonce : « Se raconter nos histoires communes mais singulières autour du sexe, du savoir et du pouvoir, du désir et de la servitude sexuelle, du non-dit, de la reconquête permanente de nos corps, c'est déjà poser un acte ! Présenter cette conférence gesticulée, c'est partager et libérer cette parole trop souvent enfouie. Ce ne sera pas un nouveau spectacle-réalité ni la parodie d'un rendez-vous chez le sexologue... »

Sûr que tout ça ne convient pas à qui se réclame de la France éternellement fille aînée de l'Église !

Comme quoi, il faut toujours chasser le patriarcat où qu'il se trouve.

Loulou Barbésois
et Rosine Pélagie

L'offensive de la Filpac-CGT

Le 8 novembre 2013, le comité général de la Fédération CGT des industries du livre, du papier et de la communication (Filpac) a rédigé, depuis Cognac, une résolution dite «pour la construction d'un mouvement social». De quoi susciter l'intérêt de tout syndicaliste en rupture avec les politiques et les démarches démobilisatrices des directions des grandes centrales. Retour sur un texte qui, enfin, injecte un peu de radicalité dans le monde, pour l'heure mollasson, du syndicalisme français.

Bilan de un an et demi de socialisme libéral

Le texte, intitulé *Nous ne pèserons que par nos luttes! Alors, construisons-les!*, se veut le premier colporteur d'une annonce «prometteuse»: le lancement, au niveau national, d'une campagne fédérale pour la construction «d'un mouvement social général». Avant de plancher sur les objectifs et les modalités de ladite campagne, le comité général de la Filpac dresse un bref bilan du mandat présidentiel de Hollande. Et si, lors de la campagne de mai 2012, les instances confédérales de la CGT avaient ouvertement appelé à voter pour le candidat socialiste, la Filpac affiche, plus de un an après, et tout aussi ouvertement, son dégoût d'une politique socialiste qui n'en a que le nom. Sans détours, la Filpac explique la crise sociale actuelle par «la politique de Hollande qui laisse faire et encourage les agressions patronales, concentrées sur les besoins élémentaires (emploi, salaire, logement, santé)». Des 20 milliards d'euros accordés au patronat, le 6 novembre 2012, via le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi à la signature, le 11 janvier 2013, d'un accord national interprofessionnel (ANI) offrant aux patrons la possibilité de licencier beaucoup plus facilement qu'auparavant (c'est dire...), le gouvernement a toujours fait montre, depuis qu'il est élu, d'une servilité parfaite envers le Medef. Et, au final, les seuls changements – rares, mais utilisés par le gouvernement pour vernir sa politique économique libérale – n'ont pas été sociaux, mais sociétaux (mariage homosexuel, promesse de débats sur le droit à la mort, sur le droit de vote des étrangers, etc.).

Outre le désastre économique de la politique de François Hollande, la Filpac pointe aussi, avec inquiétude, le retour en force de l'extrême droite. Pour la Filpac, cette montée est due à la récupération, par les organisations fascistes, d'une colère sociale désespérée qui, ne sachant plus où regarder pour trouver de l'aide, peut parfois ouvrir ses bras à l'extrême droite. D'où la nécessité, selon la Filpac, de «contribuer à bâtir le mouvement social et d'en clarifier les objectifs de façon à éviter l'impasse et le renoncement après une colère éphémère». On pourra aussi ajouter à cette analyse la banalisation du discours xénophobe dans la plupart des médias, lequel s'est particulièrement répandu ces dernières

semaines autour de l'affaire dite Leonarda (sans parler des injures racistes récemment reçues par Christiane Taubira). Cette «dédiabolisation» du discours de l'extrême droite laisse croire à ceux qui le portent qu'il existe pour eux et leurs idées une certaine tolérance. Se croyant tout permis, ils peuvent aller jusqu'au meurtre, comme ce 5 juin 2013 où un décer velé des Jeunesses nationalistes révolutionnaires a assassiné notre camarade antifasciste Clément.

Enfin, à l'heure où Arnaud Montebourg, le ministre du Redressement productif, vante partout le patriotisme économique, le consommions français et autres conneries tricolores, et où François Hollande appelle à l'union nationale face à la crise (entendez: «plus de lutte des classes, s'il vous plaît»), la Filpac tient à préciser que «c'est ce nationalisme qui fournit au libéralisme économique son enveloppe idéologique. Un marché et un patronat tout puissants, dotés de tous les pouvoirs, tendent aux salariés le drapeau national en guise de consolateur, telle est la manœuvre en cours».

Si, aujourd'hui, le syndicalisme français est moribond, c'est bien parce qu'il ne sait plus – ne veut plus? – passer à l'offensive.

Crise économique et sociale, montée du fascisme, pour la Filpac, il demeure impossible «d'attendre un hypothétique changement d'orientation de la part d'un gouvernement qui agit contre nous». La seule sortie de la crise, c'est la construction d'un mouvement social national, capable de briser non seulement l'isolement des luttes (qui existent bien), mais aussi, et surtout, les «pièges» tendus aux travailleurs avec les départs volontaires et les plans sociaux qui, en individualisant les licenciements (puisqu'au final il s'agit de cela), enrayent toute velléité de mobilisation réellement collective.

La meilleure défense, c'est l'attaque

Quels objectifs la Filpac donne-t-elle, dans sa résolution, à ce mouvement social général qu'elle appelle de ses vœux? Ils ont le mérite d'être clairs et pragmatiques, à défaut d'envisager fondamentalement, à terme, une rupture radicale d'avec le capitalisme.

Alors que les quelques directions syndicales encore opposées à la politique du gouvernement Hollande ne conçoivent l'activité syndicale que comme une défense des acquis sociaux, la Filpac, elle, appelle plutôt à non seulement les défendre, mais aussi à en conquérir de nouveaux. Ce qui ne manque pas de pertinence. Car si, aujourd'hui, le syndicalisme français est moribond, c'est bien parce qu'il ne sait plus – ne veut plus? – passer à l'offensive. À la

remorque des politiques gouvernementales, il attend les réformes pour, éventuellement, s'y opposer. Il n'est à l'initiative de plus grand-chose et préfère s'enliser dans la préservation du passé plutôt que d'inventer et construire un autre futur. Dans cette logique, la Filpac entend obtenir le gel des licenciements et des plans sociaux, la sauvegarde automatique des emplois et des sites menacés de fermeture (loi M Real) et, surtout, le droit du comité d'entreprise à un recours suspensif contre les licenciements, fermetures et restructurations. Bref, de quoi dynamiter l'ANI. Elle réclame également une réévaluation à la hausse du salaire direct, une défense «bec et ongles» du salaire social et une politique fiscale «juste, progress[ive], corrigeant les inégalités par un barème adéquat».

Mais comment mobiliser? La Filpac avance plusieurs idées, et notamment l'organisation régulière, «patiente et obstinée», de rassemblements dans des lieux publics (elle évoque notamment les occupations de places de ces derniers mois dans d'autres pays). Elle insiste aussi sur l'inutilité des journées d'action organisées par les directions confédérales, précisant qu'«on ne réglera rien par des journées trop courtes, des manifestations trop touristiques, des rituels revendicatifs tant formels qu'imprécis». Et, de fait, elle insiste sur l'impérieuse nécessité d'une «intense préparation, de façon que les savoir-faire se transmettent, l'endurance se cultive, le soutien de masse soit établi». Et de conclure: «L'objectif des syndicats de la Filpac-CGT est bien de préparer ce conflit pour gagner.»

Oui, mais...

Assurément, lire une telle résolution émanant d'une fédération syndicale de la CGT fait un bien fou, surtout en ces temps bien mornes où le radicalisme à la mode est celui de la droite. Mais si on ne peut que saluer les ambitions de la Filpac, et notamment sa définition de quelques revendications claires et précises, on est toutefois en droit de se demander s'il ne s'agirait pas, au fond, que d'une déclaration d'intentions. D'autant que, outre des rassemblements publics, la fédération ne mentionne jamais la nécessité de s'en prendre directement à la production pour voir les choses bouger vraiment. Car, pour sûr, le pouvoir des travailleurs est moins dans la rue que dans les entreprises où ils travaillent. Et sans attaquer l'appareil productif, on risque rapidement de reproduire ces fameuses «manifestations trop touristiques» que, à juste titre, la Filpac dénonce. Quid de la grève, donc? Ces quelques réserves exprimées, on attend de voir les initiatives à venir, desquelles, bien sûr, on vous tiendra informer.

Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Seguí de la FA
Syndicat des correcteurs (Filpac-CGT)

Brèves de combat

Alerte !

Plusieurs personnes se sont rassemblées à Paris à l'appel de la Commission des citoyens pour les droits de l'homme, scandalisée du décès de Mélodie, 18 ans, morte d'une hémorragie interne à l'hôpital psychiatrique d'Abbeville. L'asso demande à ce que les psychiatres soient tenus responsables, et a informé la population des dangers des traitements psychiatriques.

Justice sans classe !

Nous venons d'apprendre que Jean Sarkozy a échoué à l'examen d'entrée au barreau... Décidément, la profession d'avocat sied mal aux élus de droite (Rachida Dati, etc.). Papa va être obligé de lui trouver un job dans le privé. Pauvre petit de riche !

Acharnement non thérapeutique

Le parquet général a formé un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Chambéry autorisant un couple homosexuel franco-marocain à se marier. Première affaire soumise à la justice concernant l'union homosexuelle d'un Français et d'un étranger. L'avocat du couple, M^e Didier Besson, a fait état « d'un acharnement et du mépris total de ses clients ». Le parquet, obéissant aux instructions de la chancellerie, rappelait que la France avait conclu avec le Maroc une convention prévoyant que les ressortissants de chaque pays obéiraient à leur loi nationale pour se marier. Or la loi marocaine pro-

Météo syndicale

Avec la vague bretonne, le mouvement social perd la boussole. Entre ceux qui courent derrière pour être dans le coup et apparaître dans les étranges lucarnes et ceux qui (suivez mon regard) soufflent sur les braises pour tirer les marrons du feu, le paysage politique prend des drôles de couleurs. On jettera un voile pudique sur les déclarations de la dame du Poitou qui trouve tout ça très citoyen.

Exit les problèmes comme, par exemple, une loi d'amnistie sociale. Au début de ce mois, à Roanne, dans la Loire, près de 20 000 salariés ont manifesté en solidarité avec les cinq militants qui avaient refusé un test-fichage ADN. Devant le tribunal correctionnel, les avocats de la CGT ont plaidé la relaxe, soulignant la « disparité de l'affaire ». Les pouvoirs publics vont-ils encore soutenir la justice de classe ? Il est vrai qu'on apprend à la une des quotidiens que le président Hollande a des rapports privilégiés, quoique discrets, avec une dizaine de patrons nommés « grands dirigeants » ! Vous avez dit « au four et au moulin » ? Faudrait inventer une nouvelle expression adaptée à la situation actuelle.

Quant à nos amis de Goodyear, à Amiens Nord, loin des commentaires journalistiques divers, ils maintiennent la pression et élaborent la riposte. Affaire à suivre !

On finira cette livraison hebdomadaire par une longue citation de Victor Griffuelhes écrite en 1907 dans un article intitulé « L'action syndicaliste ». Pour l'époque actuelle, on pourrait

en prendre de la graine, sans oublier que, bien sûr, l'époque a changé...

« On assiste, en effet, aujourd'hui, à un curieux spectacle. Les uns s'efforcent de rattacher les origines du mouvement ouvrier aux principes posés par la conception anarchiste; les autres s'appliquent, au contraire, à les trouver dans la conception socialiste — je veux dire dans la conception socialiste telle que la tradition et l'histoire de ces trente dernières années nous les ont fait connaître.

À mon sens, le mouvement ouvrier actuel ne remonte à aucune de ces deux sources. Il ne se rattache directement à aucune de ces deux conceptions qui voudraient se le disputer: il est le résultat d'une longue pratique créée bien plus par les événements que par tels ou tels hommes. Et cette pratique est loin d'avoir eu une marche régulière: les incohérences la caractérisent, les contradictions la jalonnent. Et il en est ainsi, parce qu'elle n'est pas le produit d'une action exercée en vertu seulement de principes, mais d'une vie chaque jour renouvelée et modifiée.

Voilà la vérité: la vie ouvrière s'est renouvelée et modifiée par un perpétuel mouvement auquel ont pris part des hommes animés de conceptions philosophiques différentes. L'action ouvrière est comme la Terre tournant autour du Soleil. La gravitation s'opère par suite d'un mouvement que la Terre fait sur elle-même; c'est dans le mouvement quotidien que l'action ouvrière se développe et marque ses progrès. Ces progrès ne sont par conséquent pas, à mes yeux, l'expression d'une science ou d'une formule, mais la résultante d'efforts continus. »

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



hibe le mariage des couples homosexuels, de même que dix autres pays avec lesquels la France a passé un accord semblable. La cour d'appel avait pourtant estimé que l'ouverture du mariage aux couples homosexuels relevait de « l'ordre public international français » (c'est-à-dire d'un principe assez essentiel pour écarter, sur le sol français, les textes contraires). Sans être parano, il y a vraiment beaucoup de gens que le mariage pour tous dérange...

IVG toujours

Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes a présenté ses propositions pour un meilleur accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) en France, jugé « problématique ». Près de quarante ans après le vote de la loi Veil, avorter peut être un « véritable parcours d'obstacles », à cause notamment d'une diminution de l'offre de soins (130 établissements de santé pratiquant l'IVG ont fermé en dix ans) et d'une dégradation de la qualité d'accueil. Le Haut Conseil formule 34 recommandations liées au droit à l'information, à l'offre de soin et à la gouvernance.

Relativité

Trente-deux mois après la destruction de quatre réacteurs de la centrale de Fukushima-Daiichi, le groupe Tepco vient de proclamer qu'il avait achevé les étapes préparatoires au lancement du pharaonique chantier de démantèlement du site, programmé sur les quarante prochaines années... Six ans en moyenne pour construire une centrale et six fois plus pour s'en débarrasser!



Main basse sur la grotte du Mas d'Azil !



LA GROTTTE DU MAS D'AZIL, en Ariège. Un truc incroyable. Un torrent qui a percé la montagne depuis des millénaires. Les hommes préhistoriques y ont trouvé refuge. Puis d'autres.

La route traverse aujourd'hui, sur 500 mètres, cette grotte à nulle autre pareille. Les touristes ne se lassent pas de visiter cet endroit qui se suffit à lui-même.

Claudius de Cap Blanc habite le Mas d'Azil. C'est un artiste. Un créateur d'objets d'art tous plus fous, délirants et extraordinaires les uns que les autres. Son atelier, immense s'appelle l'Affabuloscope. Je vous invite à aller le visiter. Ou à vous rendre sur son site. Sur Google, vous tapez Affabuloscope. Vous allez être sur le cul !

Il y a plusieurs années de cela, les autorités locales et autres ont décidé de faire de cette grotte un nouveau Lourdes en y exposant des œuvres d'art contemporain. Business is business !

Claudius s'est insurgé contre cela avec deux arguments majeurs. Primo : cette grotte préhistorique se suffit à elle-même. C'est un peu comme si à Lascaux on exposait Mac Donald. Secundo : en ces temps de crise, c'est un scandale financier que de dépenser 123 000 euros, le temps d'une petite saison

touristique, pour exposer deux œuvres d'art dans cette grotte.

Pendant quatre ans, Claudius a écrit à gauche et à droite pour expliquer tout cela.

En vain !

En juillet 2013, estimant que le temps de la parlotte était révolu, il a fait part aux autorités de son intention de passer aux actes.

Par trois fois, en dehors de la grotte, il a donc réalisé des fresques artistiques dénonçant l'intolérable.

Résultat, mi-août, il fut mis en garde à vue (vingt-quatre heures), et conduit, menottes aux poignets, au tribunal de Foix pour comparution immédiate. Résultat des courses, deux mois de prison avec sursis, soixante heures de travaux d'intérêt général, et 6000 euros de dommages et intérêts.

Pendant ce temps-là, le « camarade » Laurent Fabius, en puisant dans les réserves parlementaires, achetait (au nom de l'État) un taureau en bronze de Volti. Juste pour faire plaisir à son copain le maire de Carla-Bayle, un joli petit village d'Ariège.

Le changement, c'est maintenant, qu'il disait Pépère Hollande !

Jean-Marc Raynaud

Groupe Nous autres de la Fédération anarchiste

François Hollande, maître fromager



C'EST AU FOND de la fromagerie élyséenne que le maître François et ses seconds s'activent à la fabrication de fromages infectes et immangeables. Au point qu'ils nous restent sur l'estomac et provoquent des digestions difficiles, tant ils peuvent être plâtreux (comme le chômage), véreux (comme la réforme des retraites), pas fait du tout (comme le changement promis), puants (comme la complicité des politiciens avec les milliardaires et le patronat), coulants (comme l'augmentation des impôts) et indigestes comme la politique antisociale menée par les maîtres des lieux.

Les politicards-fromagers se sont fait une spécialité; la boussole de singe (fromage hollandais), sorte de pain de fromage hollandais, appelé encore boussole de refroidi ou tête de mort! Ce fromage pourrait être l'emblème de la fromagerie élyséenne. Et dire que le maître fromager a signé un bail de cinq ans. À moins que le peuple n'en décide autrement et mette le locataire indésirable à la rue pour prendre possession des

lieux. Mais, en attendant, c'est entre la poire et le fromage, moment propice et tranquille pour se laisser aller à toutes les vilénies, car il libère la parole et fait ressortir la haine rentrée des occupants envers le peuple, que le maître fromager et ses marmitons manient la louche et la langue pour mouler ce fromage hollandais antisocial. Ce fromage tête de mort refroidit toutes les velléités de luttes du peuple, car il l'affame, le rend exsangue et dans l'incapacité de réagir, en le maintenant dans une sorte de léthargie. Il est annonciateur de mort. D'autant que cette politique de récession ne permet même pas d'acheter le moindre fromage dans la mesure où, aujourd'hui, le simple fromage coûte une petite fortune! Elle laisse sur le carreau près de 15 millions de personnes dont 7 millions de retraités confrontés à la pauvreté, plus de 3 millions d'enfants et plus de 4 millions de femmes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 964 euros par mois. Les dégâts humains sont considérables car, selon le collectif Morts de

la rue, 350 personnes seraient mortes de faim en 2012.

Les politicards qui se réunissent dans les arrière-cuisines nauséabondes de la fromagerie élyséenne, tous les mercredis, sont tous pourris, corrompus et véreux, leur ragougnasse antisociale est à vomir. Et, contrairement aux fromages, même dans un état très avancé, ils peuvent être consommables, c'est selon les goûts. Les politicards-fromagers, eux, ne sont pas comestibles, certains sont même mortels. Il s'agit donc pour le peuple de ne pas se fier à l'étiquette qui peut être attirante et quelques fois très engageante, mais de s'en débarrasser et de les éloigner de toutes les fromageries qui pullulent (mairies, conseils généraux, régionaux, assemblées, présidence et administrations), au sein desquelles ils s'épanouissent et nous empoisonnent la vie en nous faisant mourir à petit feu.

Justhom

Sortie de crise en Espagne ?

DEPUIS PLUSIEURS SEMAINES, des membres du gouvernement espagnol, ainsi que des représentants de la finance, se relaient pour afficher leur optimisme à propos de la situation économique du pays. « C'est clair, en Espagne la crise est terminée », disait César Alierta, président de Telefónica (équivalent d'Orange) et du Conseil patronal de la compétitivité (CEC)¹. Et de nous expliquer que le secteur privé a fait d'énormes efforts ces dernières années (entendez « les travailleurs du secteur privé »), et d'avertir que « le secteur public doit aussi en faire » (là aussi entendez les travailleurs du secteur public). Et le Premier ministre, Mariano Rajoy, de déclarer, affirmer, asséner que oui ça va mieux et qu'« il y a des indicateurs qui permettent d'entrevoir de l'optimisme ». Entrevoir de l'optimisme ? Il refait le coup de Chirac qui entrevoyait, lui, le bout du tunnel ; c'était en 1974, il y a bientôt quarante ans, et nous, le tunnel, on n'en est toujours pas sorti.

La stratégie de la banane

Mais les dirigeants espagnols ont beau se forcer à sourire, la stratégie de la banane, ça ne prend pas pour tout le monde. Pour preuve, la grève récente des éboueurs madrilènes qui s'opposent à un projet de restructuration prévoyant 1 134 licenciements (sur 6 000 employés). Grève dure suivie par la presque totalité du personnel. Les quatre sociétés privées qui se partagent le marché ont immédiatement proposé de diviser par deux le nombre de licenciements, mais sans succès auprès des grévistes qui, eux, n'entrevoient aucun optimisme. Le combat continue, donc.

On apprend en même temps – et pas dans la presse révolutionnaire – qu'un pourcentage important d'accords d'entreprises (merci les syndicats réformistes !) prévoit le gel des salaires, voire leur baisse. En octobre dernier, on recensait 1 392 accords, concernant 499 674 entreprises et 4 208 757 travailleurs. Résultat des courses : 1 271 975 salaires gelés, 13 142 diminués et 140 000 anciens accords non renouvelés². Dans la presque totalité des cas, l'absence d'accord signifie évidemment une baisse des conditions salariales que les statisticiens, d'habitude si prompts à réagir et à « orienter », sont dans l'incapacité de chiffrer.

Un « miracle » semblait s'être produit en juin dernier quand l'Inem³ avait annoncé 127 000 chômeurs de moins. Je dis bien « semblait » car on s'est bien sûr rendu à l'évidence : les Espagnols sans emplois, notamment les jeunes, s'exilent pour trouver un boulot et ne s'inscrivent plus sur les listes de l'Inem ; ça fait toujours ça de chômeurs en moins, mais d'exilés économiques en plus (et il ne s'agit pas d'exil économique à la Depardieu). Nous voilà revenus aux années 1950, sous Franco, avec la emigración de la olla (l'émigration de la marmite)

comme disaient – un peu méchamment – les exilés politiques. Autre phénomène dû au manque de perspectives – malgré l'optimisme gouvernemental –, la moitié des désinscriptions au chômage sont dues à celles et ceux qui se lancent dans l'auto-entreprenariat. Du genre : réceptionniste pour ESO⁴ devant posséder à son domicile deux lignes téléphoniques ; montant des revenus : 450 euros bruts. C'est ça être auto-entrepreneur, salaires plus faibles que les salaires de merde des salariés « normaux », et sans même bénéficier du Code du travail et de ses droits pour les travailleurs.

Plus forts et plus compétitifs

Mais le gouvernement Rajoy le dit, les médias le répètent : l'Espagne va mieux et va sortir de la crise plus forte et compétitive qu'avant. Ah bon ? Et les Espagnols, ils vont être plus forts et compétitifs aussi ? Et pour les chômeurs, ça va mieux aussi ? Quand ce gouvernement est arrivé au pouvoir en 2011, il y avait cinq millions de chômeurs (22 % de la population), aujourd'hui il y en a six millions deux cent mille (27 %). Avec un Code du travail détricoté de manière spectaculaire et unique dans l'histoire de ce pays, pour le plus grand bien des patrons : licenciements moins coûteux et diminution globale des salaires d'environ 15 % (enfin quelque chose qui baisse !). Dans le même laps de temps, les bénéfices des entreprises ont augmenté de 5 %. Il n'y a donc pas que des perdants au loto capitaliste, mais ce sont toujours les mêmes qui gagnent. Les dés seraient-ils pipés ? On ne peut que constater : gagnants, les riches (de plus en plus riches), perdantes, les classes populaires et moyennes (de plus en plus pauvres). Alors oui, l'Espagne d'en haut va mieux, mais, pour l'Espagne d'en bas, ça signifie : baisse des salaires (quand il y en a un) et des retraites, détérioration des services publics (éducation, santé, transports). La majeure partie de la population paye la facture de la crise dont elle n'est pas responsable, alors que ceux qui l'ont provoquée, non seulement n'ont rien payé, mais, de plus, en tirent avantage.

Riches encore plus riches, pauvres encore plus nombreux

En Espagne comme ailleurs, comme en France, on nous ment en nous martelant que c'est la seule façon de sortir de la crise et de rembourser « la dette » (la dette de qui ?), que nous devons accepter des sacrifices pendant que tous les gouvernements aident les banques et le secteur financier. Chaque jour, on compte un peu



plus de pauvres, y compris parmi ceux qui ont un emploi. Plus de 26 % des Espagnols sont pauvres d'après Caritas (équivalent espagnol du Secours catholique). En cinq ans, le nombre de foyers sans ressources a doublé pour atteindre le chiffre actuel de 630 000. Un travailleur sur dix ne touche que le salaire minimum (645 euros) ou moins. Les problèmes de malnutrition touchent des milliers d'enfants... Pendant ce temps, la Maison royale perpétue son rôle de parasite en menant un train de vie fastueux, ce qui n'empêche pas certains de ces membres de s'empêtrer dans des affaires de corruption (on n'est jamais trop riche). Les footers professionnels multimillionnaires sont impliqués dans des affaires de fraude fiscale (on n'est jamais trop riche), les scandales financiers se succèdent au sein des grandes fortunes du pays qui placent leur patriotisme dans les paradis fiscaux (mais on n'est jamais...).

L'Espagne sort de la crise ? Pas les Espagnols en tout cas !

Ramón Pino

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste

1. Constitué des dix-huit principales entreprises espagnoles.

2. Source : El País, le 12 novembre 2013.

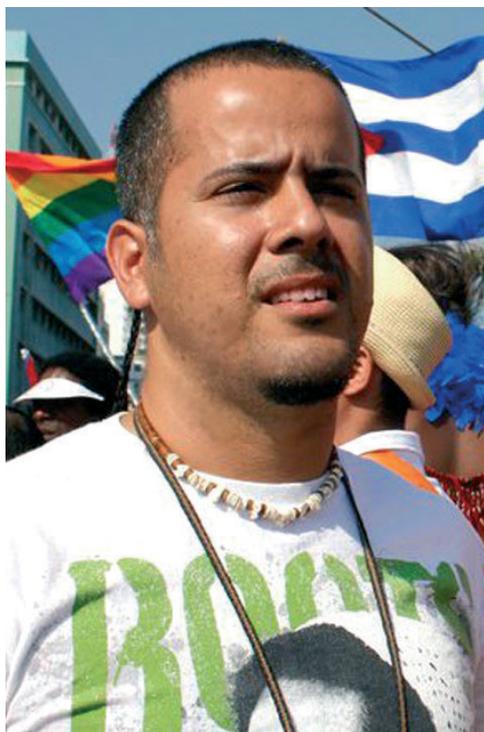
3. Inem : Institut national pour l'emploi (équivalent espagnol de Pôle emploi).

4. ESO : Enseignement secondaire obligatoire.

Interview

Isbel Díaz, une voix de la société civile cubaine

Le texte qui suit est un entretien avec notre compagnon cubain Isbel Díaz. Il est membre du réseau Observatoire critique, mais aussi de l'Atelier libertaire Alfredo-López, et le principal animateur du groupe écologiste El Guardabosques (le garde-forestier).



ISBEL DÍAZ a été interpellé par la police cubaine le 5 octobre dernier. Ce militant de la nouvelle gauche cubaine répond aujourd'hui à trois questions sur la société civile cubaine et les réformes de Raúl Castro. Díaz, diplômé en biologie à l'université de La Havane, publiait déjà un bulletin écologiste quand il a rejoint l'Observatoire critique. Il fait du journalisme pour le site *Web Havana Times* et contribue à la mise à jour du blogue de son organisation. Ses poèmes ont été publiés par des maisons d'édition à Cuba.

Depuis 2009, l'Observatoire critique, un réseau indépendant de projets citoyens, promeut la démocratie et l'anticapitalisme au sein de la société cubaine. Cette organisation soutient des initiatives communautaires, notamment celles menées par la jeunesse. Elle fonctionne sur la base des doctrines libertaires, quoique l'idéal anarchiste ne soit pas partagé par tous ses adhérents.

Boris Leonardo Caro: Si le gouvernement cubain a demandé aux citoyens de débattre le nouveau Code du travail, pourquoi la police a essayé d'empêcher le débat organisé par l'Observatoire critique ?

Isbel Díaz: Premièrement, l'appel du gouvernement n'a compris que les syndicats affiliés à la Centrale des travailleurs de Cuba (CTC). La convocation a écarté donc la participation des étudiants, des coopératives et des associations de femmes, de personnes handicapées et d'artistes. La discussion sur cette loi a été tenue hors de l'espace communautaire. Nous avons décidé de combler ce vide. En outre, l'entrée aux endroits où les intellectuels cubains considèrent ces sujets demeure restreinte à une élite de personnes cultivées, ayant accès à internet et au courriel. C'est pourquoi ces débats ont une influence négligeable sur la société. Pourtant, ces polémiques intellectuelles font croire ailleurs que la société cubaine est ouverte à la discussion des idées.

En fait, même dans les syndicats autorisés à tenir la discussion sur le Code du travail, la bureaucratie a réprimé les opinions, jetant un regard critique sur la nouvelle législation.

La police politique cubaine entrave le développement de notre organisation et des autres groupes. Les autorités essaient de dénaturer nos objectifs, de détruire nos

Cet entretien a été originellement publié sur le site Internet « Nouvelles du Sud, l'Amérique vue par un journaliste latino-américain résidant au Canada ». (www.nouvellesdusud.com)



alliances, de désinformer et de menacer des militants et des citoyens.

La société civile cubaine est très vulnérable à la répression exercée par des corps paramilitaires qui agissent au-dessus de la Constitution, piétinant des lois cubaines et internationales. C'est pourquoi la police a importuné la réunion que nous avons organisée dans un parc de La Havane pour discuter le nouveau Code du travail. Ils lisent impunément nos courriels et écoutent nos conversations téléphoniques.

Boris Leonardo Caro: Comment la société civile cubaine contribue-t-elle aux réformes de Raúl Castro ?

Isbel Díaz: Le concept de société civile est manipulé par le gouvernement cubain, qui contrôle des organisations, dont les comités de défense de la révolution (CDR), la Fédération des femmes cubaines (FMC) et l'association Hermanos-Saíz (pour les jeunes intellectuels). Ces organisations et quelques églises sympathisantes de l'État sont sommées d'exprimer leur accord avec les réformes.

À Cuba, il n'y a pas d'institutions indé-

pendantes pouvant défendre les droits des citoyens face aux politiques du gouvernement et aux conséquences du marché. Le Répertoire national des associations, qui a listé plusieurs organismes non gouvernementaux auparavant, n'accepte plus de demandes depuis des années.

D'ailleurs, les mouvements sociaux et les organisations alternatives sont surveillés et boycottés par les autorités, ce qui entrave leur influence publique.

En tout cas, cette société civile si précaire n'a pas d'emprise sur les réformes de Raúl Castro. Le nouveau modèle a été façonné par les élites de technocrates attachés à une vision autoritaire. Ils promeuvent désespérément des initiatives menant au capitalisme comme la seule solution à la crise nationale.

Boris Leonardo Caro: À ton avis, les réformes en cours vont-elles perfectionner le socialisme cubain ?

Isbel Díaz: Malgré la rhétorique du président cubain, les réformes impliquent clairement un abandon de l'utopie socialiste. Le stalinisme hérité de l'Union soviétique n'a

jamais permis le développement du socialisme à Cuba, mais on n'avait pas renoncé à le construire.

Même s'il y a très peu d'informations sur les projets de développement entrepris par le gouvernement, on peut assurer qu'ils conduisent à la restauration du capitalisme.

Voici quelques exemples : les cultures transgéniques brésiliennes à Sancti Spiritus [province cubaine] ; l'usufruit de terrains de golf pour quatre-vingt-dix-neuf ans offert aux étrangers à Matanzas [province cubaine] ; la reconstruction du port de Mariel et les usines rattachées ; les crédits incroyables octroyés par la Chine et le Venezuela ; la vente de services médicaux au Venezuela et au Brésil ; l'ouverture au professionnalisme dans les sports ; l'écrasement des droits des travailleurs, etc.

Un collègue de l'Observatoire critique sagement remarqué : « Personne ne sait comment bâtir le socialisme, pourtant on ne construit pas le capitalisme pour y arriver. »

Il semble que nous suivons les modèles de la Chine et du Vietnam où un capitalisme rapace se développe au détriment des droits de la personne.

Le nouveau stade de la **rue**

« J'aime les villes, surtout celles que je ne connais pas. Les villes un peu grouillantes. Et les ports. Le bariolé des ports, le brassage, la partance, l'entre-deux-mondes, comme une vibration d'événements et de possibles. »

Brigitte Fontaine, *Portrait de l'artiste en déshabillé de soie.*

Sylvia Rüppelli

Groupe Libertaire Louise-Michel

DANS UN ARTICLE DE 2008, mon camarade de groupe Otis Tarda avait exploré ce que les sports de plage, initialement auto-arbitrés, pouvaient apporter pour penser une construction collective de la règle, de son respect et de sa sanction¹. Il parlait d'une recommandation de la Commission générale de terminologie et de néologie, qui propose des termes français pour les mots ou concepts étrangers qui apparaissent dans notre environnement.



Je pars, ici, d'une autre recommandation de cette même commission, mais pour désigner les sports de rue². En bons lexicologues, les membres de la commission décrivent la réalité sociale des pratiques dont ils cherchent la meilleure dénomination. Ainsi est-il rappelé brièvement que « si les activités sportives se sont généralement pratiquées, à l'origine, dans des lieux divers, non spécifiques, celles qui nécessitent un espace circonscrit ont rapidement exigé la création d'infrastructures spécialement conçues pour leur exercice (stades, piscines, terrains de sport, gymnases, etc.). À l'inverse, aujourd'hui, de nouveaux sports se pratiquent volontairement sur la voie publique, parfois au cœur des agglomérations urbaines ou rurales et à la vue des passants. Ces pratiques variées relèvent, pour la plupart, des sports de glisse, des jeux de balle ou de ballon, ou sont dérivées de la gymnastique. Certaines sont directement inspirées de sports institutionnels. En anglais, la dénomination de ces disciplines commence par le mot *street*: *street basketball*, *street hockey*, *street golf*, *street football*, etc. ». Et la commission de conclure, logiquement : « La voie publique et le mobilier urbain étant les éléments communs à ces sports, l'expression "de rue" paraît la mieux adaptée en français pour les qualifier. On parlera donc de *basket de rue*, de *hockey de rue*, de *golf de rue*, de *football de rue*, etc. De la même manière, le pratiquant sera nommé *basketteur de rue*, *hockeyeur de rue*, *golfeur de rue*, *footballleur de rue*, etc. »

Un mot sur la langue

Je reprends, pour commencer, le rappel de mon camarade Otis Tarda sur les forces à l'œuvre derrière la désignation des choses et des concepts, car il y a un enjeu de pouvoir

dans la maîtrise du lexique. D'un côté, le sport moderne comme invention sociohistorique accompagnant celle du capitalisme dans l'univers anglo-saxon du XIX^e siècle³, l'usage de termes anglais étant un vecteur de propagation. De l'autre côté, depuis les Serments de Strasbourg en 842 jusqu'à la loi Toubon en 1994, le français comme affirmation politique du pouvoir central qui, en France plus qu'ailleurs, correspond à l'histoire de l'État⁴. N'étant ni « fans » du premier, ni fanatiques du second (pour retourner respectivement chaque mot contre sa langue !), les anarchistes ne choisiront pas, mais retiendront l'enjeu d'alimenter leur propre lexique pour dire leurs réalités, concepts ou rêveries.

Système de pouvoir, de liberté ou de détermination

Dans un article de la revue *Réfractations* n° 27⁵, Tomàs Ibañez s'est efforcé de préciser une conception de la liberté n'existant qu'en tant qu'elle résiste aux expressions du pouvoir. L'action d'émancipation réside alors dans le fait d'identifier les systèmes de pouvoir et de leur opposer inlassablement la pensée et les pratiques d'un système de liberté. À côté de ces deux termes existent de simples contraintes objectives qui ne sont l'expression que d'un état, sans intention. L'air dans lequel l'oiseau vole n'est pas un système de pouvoir ni le vol de l'oiseau un système de liberté ; c'est juste un système de détermination, face auquel l'évolution a permis que la



physiologie de l'oiseau le fasse se mouvoir dans ce fluide, malgré l'attraction terrestre.

À l'aune de ce triptyque, un des intérêts de la ville est qu'elle produit alternativement, voire concomitamment, les trois systèmes. En effet, l'établissement d'un village peut être aux origines l'expression d'un système de liberté par rapport à un pouvoir éloigné (le château du seigneur). Plus il grossit, plus des « autorités » apparaissent qui le structurent avec l'affirmation d'un système de pouvoir. Le phénomène de la ville se conçoit difficilement hors d'un système de pouvoir. D'où le caractère exceptionnel et intéressant d'une expérience comme Auroreville en Inde.

Au demeurant, même dans ce phénomène de l'urbanisme, la pression démographique peut faire que la ville ne cesse de courir après les quartiers qui naissent « anarchiquement » à sa périphérie, pour les intégrer tant bien que mal. D'une certaine manière, c'est alors le pouvoir qui court après la liberté. La croissance de Paris en est un exemple⁶. Les *favelas* des villes sud-américaines ou les autres types de bidonvilles, ailleurs, offrent des exemples d'autres types de conflits entre centre et périphérie.

Ceci étant, pourvu que la ville ancienne n'ait pas subi d'opération de restructuration à l'époque moderne, ou bien qu'elle ait été sanctuarisée pour différentes raisons (généralement soit religieuse, soit touristique), on peut se demander si les espaces créés ne sont pas devenus de simples systèmes de détermination. Les systèmes de pouvoir ou de liberté se reporteraient alors sur la manière d'agir des habitants dans ces espaces, plus que sur la construction de l'espace lui-même.

Exerçant très imparfaitement les concepts

de l'article de Tomàs Ibañez, j'ai tenté, dans un précédent article⁷, de montrer ce qui, dans la morphologie de deux villes – Venise et Chicago – et tout particulièrement dans le couple rue/place, produisait ou non de l'égalité, produisait ou non de la liberté. Or pour l'expression de la liberté dans une ville comme Chicago, on voit vite combien les mêmes éléments peuvent alternativement s'articuler en système de pouvoir ou en système de liberté. Ou encore que Venise, qui pourrait se penser comme devenue un système de détermination par la permanence de ses formes et sa sanctuarisation, offre, dans le rapport psychologique à l'espace, un appui aux systèmes de liberté (sans nier les systèmes de pouvoir qui s'y exercent aussi).

La « requalification » des espaces urbains

Aujourd'hui, l'évolution conjuguée des modes de production, d'un contrôle social qui prend la forme territoriale d'un apartheid urbain (à l'échelle des agglomérations voire des « bassins de vie », selon la dénomination administrative) et d'une concurrence des villes entre elles sur le marché du bien-être (voir les titres de magazine « où vit-on le mieux ? ») conduit les capitales nationales ou régionales (à l'échelle européenne) ou les villes moyennes (à l'échelle nationale) à une gentrification poussée⁸.

Il y a là un évident système de pouvoir qui avance avec une violence sans pareil⁹ et n'a de cesse que de « requalifier », c'est-à-dire redéfinir et renommer. C'est l'argument ultime des chantres du tramway, par rapport aux bus à forte capacité avec voirie dédiée qui coûteraient moins cher. Ils reconnaissent qu'économiquement et techniquement l'alternative mériterait d'être posée et débattue,

mais qu'avec le tramway c'est la « requalification » complète des espaces urbains avoisnants qui est en fait visée.

Il est réjouissant de voir le sport sortir des stades où la « civilisation » l'a enfermé pour se réapproprié la rue.

Même sans tramway, les mots sont parlant : en 2007, la mairie de Paris a reconfiguré complètement l'axe des populeux boulevards Barbès (XVIII^e) et Magenta (X^e), et n'a pas hésité à désigner « espaces civilisés » certaines zones réaménagées avec une séparation des voiries (voitures individuelles, transports en commun, vélos, piétons), des plantations diverses, mais aussi des bancs anti-sans-abris, des caméras de vidéosurveillance et des patrouilles de police plus fréquentes. Bref, une hiérarchisation stricte de l'espace (en fonction du niveau de mobilité du corps) contrôlée et sanctionnée. Bien sûr, ce n'est pas dans des quartiers plus bourgeois que l'on aurait osé ce terme d'« espaces civilisés ». On est donc bien dans une lutte de la civilisation contre les barbares, le peuple, qui n'ont plus droit à la ville ; c'est-à-dire au sens propre, droit de cité !

Sports de rue et résistance

Il peut alors être réjouissant de voir le sport sortir des stades où la « civilisation » l'a enfermé pour se réapproprié la rue. C'est une forme de résistance que de voir le mobilier urbain – que ses concepteurs pensent dans un rapport conflictuel avec le citoyen – immédiatement détourné pour des acroba-

ties aussi physiques qu'esthétiques. On peut ne pas aimer, mais on ne peut nier qu'elles visent le beau geste selon les contraintes de l'outil. Car, enfin, ces prouesses physiques, c'est bien l'exercice d'une capacité d'action – le pouvoir au sens des anarchistes – qui vient là renverser le cadre voulu par le pouvoir-dominant. Sur un plan d'expression des potentialités, la chorégraphe Bianca Li avait utilisé le lexique corporel de ces pratiques urbaines dans une pièce intelligente et exaltante : *Macadam Macadam*¹⁰.

Même les hérauts du pouvoir s'y laissent prendre parfois. J'ai souvenir d'une des affiches de la RATP vantant les mérites des manifestations où elle espère qu'on se rende en transport en commun. Notamment des compétitions sportives. L'affiche montre un gardien de but de handball dont la cage est un abri-bus. Dans la réalité, si des gamins s'amusaient à prendre l'affiche au pied de la lettre, la maréchaussée serait prompte à les alpaguer et à leur mettre une infraction de dégradation de bien public. Mais cela montre assez qu'au cœur même du système de pouvoir l'imagination peut insinuer une liberté et une résistance.

Si, en outre, ces sports de rue étaient l'occasion de retrouver l'esprit d'auto-arbitrage, avec ce qu'il implique de construction collective de la règle et de rapport collectif à son respect (voir l'article précité d'Otis Tarda), alors ces pratiques pourraient bien constituer un champ intéressant de réappropriation libertaire de nos espaces urbains. Il faudra dépasser pour cela l'extrême violence sociale qui s'exprime aujourd'hui dans les grandes agglomérations, et faire que l'espace pris par ces sports de rue n'ait pas pour objet ou effet d'évincer d'autres utilisations émancipatrices de la rue (faire des assemblées, flâner, manifester, lire, échanger). Mais cette réserve ne doit pas nous empêcher de penser les possibles portés par les sports de rue.

Une pirouette pour finir ! La Rue, c'est aussi un local animé par des militants de la Fédération anarchiste, dans le XVIII^e arrondissement de Paris, qui accueille, entre autres, une bibliothèque anarchiste, qu'une nouvelle équipe s'emploie à faire vivre, poursuivant l'œuvre de la précédente¹¹.

Dedans, sur le trottoir, voire même dans cette rue peu passante, on peut penser la résistance au pouvoir : la liberté ! **S.R.**

hors-série d'octobre-novembre 2005. À rapprocher de la vision de l'exotisme par Segalen, dont une belle présentation fut donnée par Simon Leys dans *L'Humeur, l'honneur, l'horreur : essais sur la culture et la politique chinoises* (Robert Laffont, 1991, repris avec les autres essais de Simon Leys sur la Chine, en 1998, collection Bouquins).

4. Voir Claude Hagège, *Le Français, histoire d'un combat*, Livre de Poche, 1998.

5. Tomas Ibañez, « Pouvoir et liberté : une tension inhérente au champ politique », *Réfractons* n° 27 « Libres. De quelle liberté ? », automne 2011.

6. C'est une des lignes de force soulignées par Éric Hazan dans *L'Invention de Paris*, Le Seuil, 2002.

7. Sylvia Rüppelli, « Liberté, égalité, urbanité. La rue en balade entre Venise et Chicago », *Réfractons* n° 28, « Indignations... Occupations... Insurrections... », printemps 2012.

8. Phénomène de colonisation des quartiers populaires par les classes supérieures.

9. Pour une étude sociologique menée chez les bourgeois, lire *Les Ghettos du Gotha : comment la bourgeoisie défend ses espaces*, de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, Le Seuil, 2007. Pour une géographie de ces phénomènes, lire *L'Atlas des nouvelles fractures sociales en France*, de Christophe Guilluy et Christophe Noyé, Éditions Autrement, 2006. Pour une réflexion ouvertement politique de tout ceci, lire Jean-Pierre Garnier, *Une violence éminemment contemporaine. Essais sur la ville, la petite-bourgeoisie intellectuelle et l'effacement des classes populaires*, Éditions Agone, 2010.

10. *Macadam Macadam*, créée en 1999 au festival Suresnes Cité Danse. Ne cesse d'être reprise depuis comme un « classique » du genre hip-hop.

11. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018, Paris. Métros Blanche (ligne 2) ou Abbesses (ligne 12). Ouverte le samedi de 15 heures à 18 heures. Site : bibliotheque-larue.over-blog.com



1. Otis Tarda, « Be a son of a beach ! », *Le Monde libertaire*, hors-série n° 35, juillet 2008.

2. « Recommandation sur l'équivalent français à donner à l'expression street [sport] », parue au *Journal officiel* du 7 avril 2013, textes 38 sur 53.

3. Sur les liens entre sport, tourisme et contrôle du corps en société capitaliste, lire l'article de Jacques Birouste, « La police des corps », *Le Nouvel Observateur*,

Comment enrichir son employeur

Ah! Les belles, les vertes années 2000-2003, quand les hackers, les altermondialistes et même les anarchistes croyaient que les babas au rhum poussaient sur les arbres et que l'Internet serait une arme révolutionnaire! Hélas, nous sommes en 2013, la relation entre arbres et pâtisserie se limite à la fourniture d'emballages recyclables pour les tartes fécales d'Ikéo et l'Internet est, aussi, une arme réactionnaire. S'il en fallait une preuve, il suffit, pour la trouver, de se pencher sur l'une des dernières trouvailles des geeks: les *online exchanges* ou *talent exchanges*. Ils ont deux sources. La première fut les sites de petites annonces, Craigslist, Wannonce, etc. La seconde est née du besoin de certains grands amis de l'humanité, tels que Google, Amazon, Facebook et tutti quanti, de faire exécuter des tâches de grande ampleur et de grand ennui, mais qu'il s'avérait impossible ou trop coûteux de robotiser/algorithmer. La solution consista à utiliser le *crowdsourcing*, le recours aux foules: vous devez, mettons, corriger cinq mille fichiers ou douze mille menus ou trois mille programmes informatiques. Vous déposez une annonce proposant une rémunération en échange des corrections dont vous avez besoin. Les sans-travail affamés de travail y répondent. Vous leur envoyez les fichiers bruts, vous recevez vos fichiers corrigés, vous payez les correcteurs, alléluia. L'idée a tant de charmes que plusieurs grands sites s'y consacrent: vous dénicheriez facilement les mains habiles qui vous monteront votre meuble tartes-fécales, pardon Ikéo, sur TaskRabbit, vous recruterez votre consultant un peu plus haut de gamme sur Elance, ou sur ODesk, qui a engendré trente-cinq millions d'heures de travail et 360 millions de dollars de paiements en 2012, soit 50 % de plus qu'en 2011.

Bonheur professionnel

La sécurité du système est garantie par une caractéristique reprise d'autres sites, tels que TripAdvisor: l'évaluation. Les employeurs malhonnêtes (si, amie lectrice, il faut bien que *Le Monde libertaire* te révèle la triste vérité, il existe des employeurs malhonnêtes) se voient publiquement stigmatisés par les employés qu'ils n'ont pas payés. Dans l'autre sens, les patrons peuvent clouer au pilori les employés trop lents ou complètement incompetents. Si l'on est en revanche patient et assidu, on accumule les bonnes évaluations et le site vous décerne telle ou telle marque d'honneur qui vous rend désirable. Quant aux avantages, quelle pléthore!

Si vous êtes un employeur, vous évitez: a) de recruter du personnel en CDI, d'ailleurs vous ne recrutez même pas en CDD, les formalités sont quasi inexistantes une fois que vous êtes inscrit sur le site; b) de dépenser quoi que

ce soit en locaux, indemnités repas, indemnités de congés payés, cotisations sociales, etc.; c) de détourner vos précieux collaborateurs permanents de tâches plus directement rémunératrices (pour vous). Et si vous faites partie du 0,00001 % d'employeurs malhonnêtes, vous avez déjà deviné que la manière évidente de contourner le problème de l'évaluation, pour vous employeur, consiste à faire faire des tâches pour lesquels VOUS serez payé, mais à ne pas rémunérer ceux qui les ont accomplies pour vous, puis à disparaître dans la nature et à recommencer, sous un autre nom.

Si vous êtes un employé, vous évitez: a) de ne pas trouver de travail, une denrée rare par les temps qui courent; b) de travailler à un horaire ou un rythme que vous n'avez pas choisi; c) de travailler à une tâche que vous n'avez pas choisie; d) de rester enchaîné à un employeur avec qui vous n'avez pas envie de rester; e) de travailler en un lieu que vous n'avez pas choisi.

Une médaille a-t-elle un revers?

Oui. Toujours. Le revers de la médaille des *online exchanges*, un terme que nous nous garderons de traduire par «bourses du travail en ligne» eu égard à l'affection que nous éprouvons pour Fernand Pelloutier, sera aisément aperçu par quiconque a travaillé plus que quelques semaines. Les *exchanges* permettent au capital de revenir au bon vieux système, qui lui est si

favorable, du travail aux pièces. Mais à échelle mondiale! Prenons un exemple simple. Vous êtes un informaticien français, vous découvrez une annonce demandant de corriger 20 000 lignes de code d'un type de programme que vous maîtrisez parfaitement. Vous posez votre candidature, et, prudent, vous demandez un salaire un peu au-dessous du prix du marché, disons 1 000 euros (je ne connais évidemment rien aux prix du marché informatique). Parfait. Mais au même moment, votre employeur potentiel reçoit 86 propositions d'informaticiens de l'Uttar Pradesh, qui, eux aussi, par prudence, se placent un peu en dessous du prix du marché. Du prix du marché de l'Uttar Pradesh. Bref, ils demandent, quelle audace, 200 euros. En définitive, le job est raffé par un petit cénacle de trois informaticiens du Kerala, qui, non contents de ne réclamer que 150 euros (pour eux trois, pas par personne), ont juré pouvoir rendre leur copie en trente-six heures (à trois, évidemment...), quand chacun sait que terminer un tel travail en quarante-huit heures signifie ne pas dormir une minute. Bref, non seulement Internet, comme à son habitude, contribue puissamment à atomiser toute forme de législation sociale, mais il favorise ici directement la vraie lutte de ce XXI^e siècle naissant, la lutte antisyndicale...

Nestor Potkine





Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

4 novembre 1936

Durruti parle

Le texte qui suit est extrait de l'ouvrage collectif *La Barcelone rebelle*¹ paru en 2003. Il est dû à la plume d'Agustín Guillamón, auteur de plusieurs ouvrages sur la révolution espagnole où il analyse le rôle des anarchistes durant cette période (1936-1939). S'il souligne à chaque fois la place prépondérante qu'ils y ont tenue, il ne manque jamais d'être très critique (trop?) par rapport à certaines décisions prises par les instances dirigeantes de la CNT. Outre ses commentaires, l'autre intérêt de ce texte est qu'il reproduit le dernier discours que Buenaventura Durruti prononça quinze jours avant sa mort sur le front de Madrid. Discours plus qu'intéressant et révélateur des tensions qui se faisaient jour dans le camp républicain et au sein même de la CNT. Dans son intervention radiodiffusée, Durruti était extrêmement clair et lançait des avertissements sérieux – voire menaçants – à ceux qui, à l'arrière, n'étaient pas à la hauteur du moment historique. Quatre mois après les journées victorieuses de la riposte ouvrière au soulèvement militaro-fasciste, notamment à Barcelone, Durruti pointait du doigt les dysfonctionnements au sein du camp antifasciste et dans sa propre organisation (CNT). Sa mort prématurée lui a évité d'assister au travail de sape de la contre-révolution dans le camp républicain, puis à la victoire de Franco avec toutes ses conséquences néfastes pour le peuple espagnol.

Ramón Pino
Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

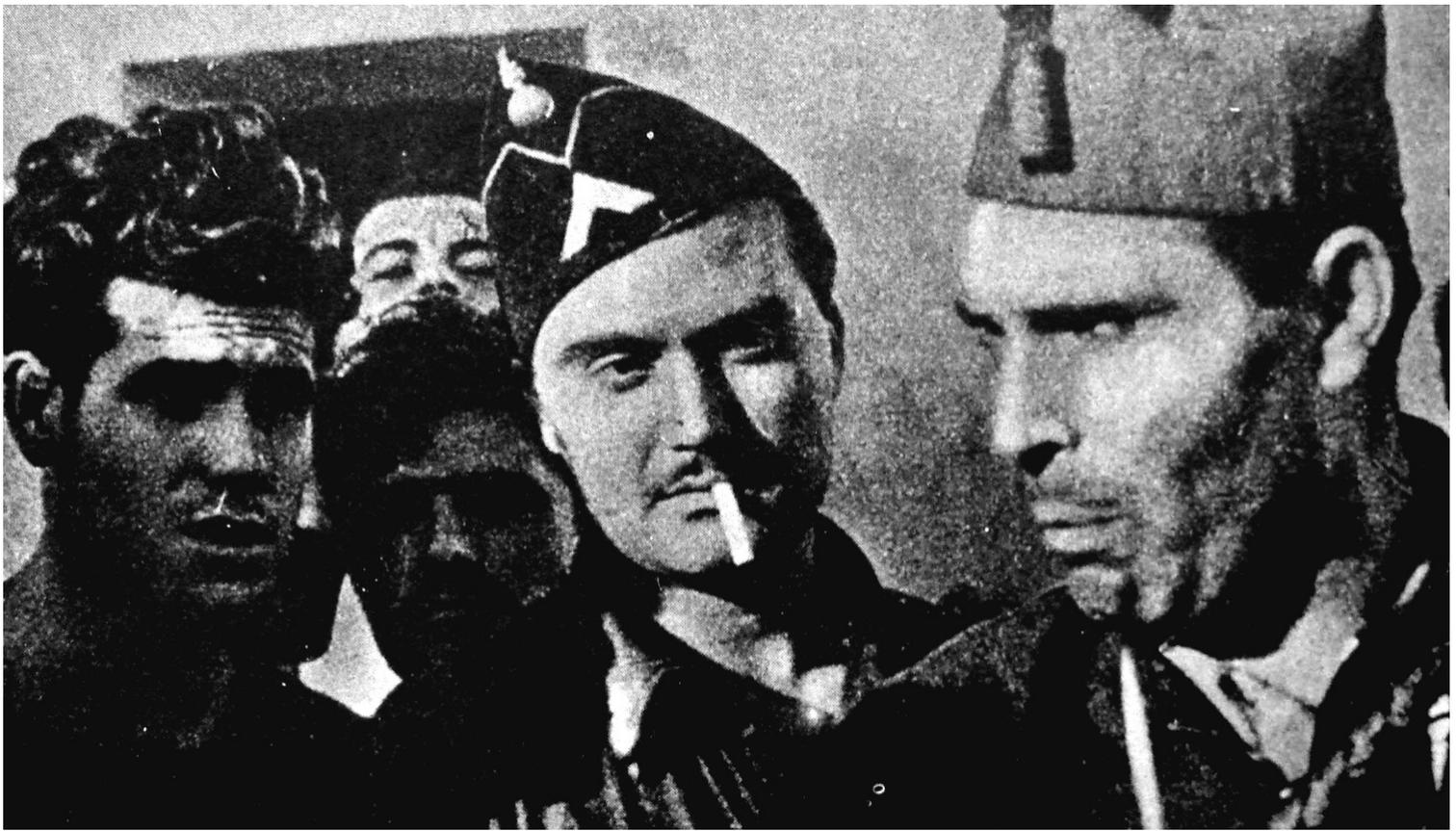
Agustín Guillamón

LE 4 NOVEMBRE 1936, tout le monde attendait avec impatience le discours imprévu que Durruti allait prononcer à Radio CNT-FAI, et qui allait être diffusé à travers toute l'Espagne par les stations radio de Barcelone. Ce même jour, la presse annonçait l'entrée de quatre anarchistes dans le gouvernement de Madrid : Federica Montseny, Juan García Oliver, Juan Lopez et Joan Peiró. La colonne Durruti n'avait pas réussi à prendre Saragosse à cause des difficultés d'approvisionnement en armements. Durruti avait tout essayé, avec les moyens à sa disposition, pour obtenir des armes. Il avait même envoyé un détachement de miliciens, début septembre, dans une expédition punitive à Sabadell pour qu'on leur livre les armes qui avaient été stockées en vue de la formation d'une colonne Sabadell qui ne s'était jamais

constituée. De plus, le 24 octobre, le gouvernement décrétait la militarisation des milices. Amis comme ennemis attendaient avec intérêt ce qu'allait dire Durruti.

Avant l'allocution, les gens se regroupaient à proximité des haut-parleurs installés dans les arbres des ramblas qui transmettaient habituellement des chansons révolutionnaires, de la musique et les informations. Partout où il y avait une radio à Barcelone, on attendait avec impatience que le présentateur annonce : « Durruti parle. »

Le décret de militarisation avait été discuté passionnément au sein de la colonne Durruti, qui avait décidé de le refuser car il ne pouvait améliorer les conditions de lutte des miliciens volontaires du 19 juillet 1936, ni résoudre le manque chronique d'armements. La colonne niait le besoin d'une dis-



Buenaventura Durruti (à droite), en 1936.

cipline de caserne à laquelle elle opposait la supériorité de la discipline révolutionnaire : « Miliciens, oui ; soldats, jamais. »

Durruti, en tant que délégué de la colonne, fit part dans son discours de l'indignation et des protestations des miliciens du front d'Aragon face au cours clairement contre-révolutionnaire qui se frayait un passage à l'arrière. Le discours de Durruti fut radiodiffusé à 21 h 30.

« Travailleurs de Catalogne : je m'adresse au peuple catalan, à ce peuple généreux qui, il y a quatre mois, a su briser la tentative de la soldatesque qui voulait l'écraser sous ses bottes. Je vous apporte le salut des frères et compagnons qui luttent sur le front d'Aragon à quelques kilomètres de Saragosse, avec, en vue, les tours de la Pilarica².

Malgré la menace qui pèse sur Madrid, il faut tenir compte de ce qu'il y a tout un peuple debout que rien au monde ne pourra faire reculer. Nous résisterons sur le front d'Aragon aux hordes fascistes, et nous nous adressons à nos frères de Madrid pour les exhorter à la résistance, car les miliciens de Catalogne sauront accomplir leur devoir, comme lorsqu'ils se lancèrent dans les rues de Barcelone pour écraser le fascisme. Les organisations ouvrières ne doivent pas oublier le devoir impérieux que leur dicte les circonstances actuelles. Au front dans les tranchées, il n'y a qu'une seule pensée, un seul objectif : écraser le fascisme.

Nous demandons au peuple de Catalogne d'en finir avec les intrigues et les luttes intestines : soyez à la hauteur des circonstances ; renoncez aux vieilles querelles et à la politique pour ne penser qu'à la guerre. Le peuple de Catalogne a le devoir de répondre aux efforts de ceux qui luttent au front. Il n'y a pas d'autre moyen que de mobiliser tout le monde, mais qu'on ne s'imagine pas qu'on va toujours mobiliser les mêmes ! Si les travailleurs de

Catalogne assument la tâche de tenir le front, le moment est venu d'exiger aussi le sacrifice de ceux qui vivent dans les villes. Il est nécessaire de mobiliser effectivement tous les travailleurs de l'arrière, parce que nous, qui sommes déjà au front, nous voulons savoir sur quels hommes nous pouvons compter derrière nous.

Je m'adresse aux organisations pour leur demander de renoncer à leurs vieilles querelles et à leurs crocs-en-jambe. Nous, les combattants du front, nous demandons de la sincérité, surtout à la Confédération nationale du travail et à la Fédération anarchiste ibérique. Nous demandons aux dirigeants d'être sincères. Il ne suffit pas qu'ils nous envoient au front des lettres d'encouragement,

« L'ennemi, c'est aussi celui qui s'oppose aux conquêtes révolutionnaires ! »

des vêtements, de la nourriture, des munitions et des fusils. Il faut également savoir regarder la réalité présente et prévoir l'avenir. Cette guerre comporte toutes les circonstances aggravantes de la guerre moderne et coûte très cher à la Catalogne. Les dirigeants doivent se rendre compte que, si cette guerre se prolonge, il va falloir commencer par organiser l'économie catalane selon un plan rationnellement conçu. Je ne suis pas disposé à écrire d'autres lettres pour que les camarades ou le fils d'un milicien puissent manger un bout de pain ou boire un verre de lait alors qu'il y a des conseillers³ qui mangent et qui dépensent sans compter. Nous nous adressons à la CNT-FAI pour lui dire que si elle contrôle l'économie catalane en tant qu'organisation, elle doit le faire comme il faut. Et que personne ne songe maintenant à des augmentations de salaire aussi et à des réductions des heures de travail. Le devoir de tous les travailleurs, et spéciale-

ment de ceux de la CNT, est de se sacrifier, de travailler autant qu'il sera nécessaire.

S'il est vrai qu'on lutte pour quelque chose de supérieur, les miliciens vont vous le démontrer, eux qui souvent rougissent lorsqu'ils voient les souscriptions faites dans la presse en leur faveur, quand ils voient ces affiches demandant des secours pour eux. Ils sourient parce que, quand les avions fascistes leur lancent des journaux, ils y trouvent des souscriptions et des appels identiques. C'est pour cela que nous vous disons que nous ne sommes pas des mendiants, et que par conséquent nous n'acceptons la charité sous aucun prétexte. Le fascisme représente et est, en effet, l'inégalité sociale, et si vous ne voulez pas que ceux qui luttent vous confondent, vous à l'arrière, avec nos ennemis, accomplissez votre devoir. La guerre que nous menons actuellement est faite pour écraser l'ennemi au front, mais, est-il le seul ennemi ? Non. L'ennemi, c'est aussi celui qui s'oppose aux conquêtes révolutionnaires, qui se trouve parmi nous, et que nous écraserons également.

Si vous voulez supprimer le danger, il faut former un bloc de granit. La politique est l'art des croche-pieds, l'art de vivre (comme des fainéants), et il faut le remplacer par l'art du travail. Le moment est venu d'inviter les organisations syndicales et les partis politiques à en finir une bonne fois pour toutes avec ces procédés. À l'arrière, on doit savoir administrer. Nous qui sommes au front, nous voulons avoir derrière nous des responsables et des garanties, et nous exigeons que ce soient les organisations qui veillent sur nos compagnes et nos enfants.

Si cette militarisation décrétée par la Généralité est faite pour nous intimider et nous imposer une discipline de fer, on se trompe. Conseillers [ministres], vous vous trompez avec le décret de militarisation des milices. Puisque vous parlez de discipline de fer, je vous invite à monter au front avec moi. C'est là que nous sommes, nous qui n'acceptons aucune discipline, car nous sommes

conscients de notre devoir. Et vous constaterez quels sont notre ordre et notre organisation. Ensuite, nous viendrons à Barcelone et nous vous interrogerons sur votre discipline, votre ordre et votre maîtrise, qui vous font défaut.

Soyez tranquilles. Il n'y a au front ni chaos ni indiscipline. Chacun de nous a conscience de ses responsabilités, parce que nous savons le trésor que vous nous avez confié. Dormez tranquilles. Mais nous avons quitté la Catalogne en vous confiant la direction de l'économie. Prenez vous aussi vos responsabilités, disciplinez-vous. Il ne faut pas que, par incompétence, naisse une autre guerre civile entre nous, après la guerre actuelle.

Si chacun pense que son parti est le plus puissant pour imposer sa politique, il se trompe, parce que nous devons faire front à la tyrannie fasciste en opposant une seule force, une seule organisation, avec une discipline unique.

Pour rien au monde les tyrans fascistes ne passeront là où nous sommes. C'est la consigne du front. Nous leur disons : "Vous ne passerez pas !" À votre tour de crier : "Ils ne passeront pas !" »

Plusieurs heures après l'avoir écouté, on continuait de commenter le discours de Durruti, lequel avait été prononcé avec son énergie habituelle et toute son intégrité. Les paroles de Durruti résonnaient avec force et émotion dans la nuit barcelonaise, incarnant la pensée authentique de la classe ouvrière. C'était un cri d'alarme qui rappelait aux travailleurs leur condition de militants révolutionnaires. Durruti ne reconnaissait pas de dieux chez les autres, pas plus qu'il n'était lui-même un dieu pour la classe ouvrière. La révolution dure jusqu'à ce qu'elle soit corrompue par les imbéciles. Durruti n'était ni vaniteux ni bête, pas plus que ceux qui luttaient avec lui, pour la plupart compagnons militants, anarchistes confirmés. Durruti affirmait que les miliciens qui affrontaient le fascisme sur les champs de bataille n'étaient pas disposés à ce que quiconque escamote le contenu révolutionnaire et émancipateur de leur combat : on ne luttait pas pour la république ou la démocratie bourgeoise, mais pour le triomphe de la révolution sociale et l'émancipation du prolétariat.

Dans tout son discours, il n'y eut aucune phrase démagogique ou rhétorique. C'était des coups de fouet pour ceux d'en haut et ceux d'en bas. Pour les ouvriers et pour les pontifes cénétistes paressant dans des centaines de postes à responsabilité, pour les citoyens de base et pour les conseillers de la Généralité ou les ministres anarchistes flamboyants. Une diatribe contre les déviations bureaucratiques de la révolution et une condamnation de la politique du gouvernement, avec ou sans confédérés en son sein. À l'arrière, on confondait encore lamentablement devoir et charité, administration et commandement, fonction et bureaucratie, responsabilité et discipline, accord avec la décision et le « j'ordonne et je commande ».

Ses paroles adressées à ses frères de classe avaient toute la valeur d'un testament révolutionnaire. Testament et non proclamation car il s'agissait, dans son cas, d'une mort



Affiche CNT-FAI en hommage à Durruti pour le premier anniversaire de sa mort, en 1937.

annoncée. Le 20 novembre 1936⁴, une balle perdue – ou pas – faucha sa vie sur le front de Madrid. Mais il fallait tuer Durruti deux fois. Un an après, lors de la commémoration de l'anniversaire de sa mort, la toute puissante machine de propagande du gouvernement stalinien de Negrín travailla à plein régime pour lui attribuer la paternité d'un slogan, inventé à l'origine par Ilya Ehrenburg⁵ et cautionné ensuite par la bureaucratie des comités supérieurs de la CNT-FAI, slogan qui lui faisait dire le contraire de ce qu'il avait toujours dit et pensé : « Nous renonçons à tout sauf à la victoire. » C'était faire croire que Durruti renonçait à la révolution. Il ne nous reste même pas une version complète et fidèle de son discours, radiodiffusé le 4 novembre 1936, parce que la presse anarchiste de l'époque voulut atté-

nuer ses propos et censura Durruti de son vivant.

Une fois mort, Durruti pouvait devenir Dieu. **A. G.**

1. *La Barcelone rebelle*, éditions Octoedro, 2003.
2. Cathédrale de Saragosse.
3. Conseiller (*conseller*) dans la Généralité (gouvernement catalan) est l'équivalent de ministre dans le gouvernement central espagnol.
4. En fait, le 19 novembre. Durruti succomba à sa blessure le lendemain, 20 novembre.
5. Écrivain et journaliste russe. Correspondant des *Izvestia* pour couvrir la guerre civile espagnole.

Du principe d'identité et des Ovni

CE QUI VA DE SOI, on ne le dira jamais assez, ne va jamais très loin. Ainsi en est-il de tout ce que la patine des habitudes nous a rendu familier, parfaitement rassurant, identifiable et, finalement, réductible au connu. Il se trouve pourtant des êtres et des objets qui, puisant leur substance au cœur même du sensible, semblent se dérober devant les analyses les plus fines. Leur identité est complexe, voilée et, pour ainsi dire, tendanciellement problématique.

Néanmoins, c'est – paradoxalement – tout ce qu'ils contiennent d'irréductible qui les porte à la hauteur d'une œuvre véritable de l'esprit, dont on sait depuis Hegel «qu'il conquiert sa vérité seulement à condition de se retrouver soi-même dans l'absolu déchement»¹.

À plus d'un titre, c'est un bien étrange objet que Barthélémy Schwartz propose à notre curiosité avec son *Rêveur captif*. Quasi insaisissable, incapable de tenir en un seul lieu, il relève de beaucoup de choses à la fois, et nul doute que plusieurs êtres le hantent. Cependant, cet objet aux contours imprécis, difficile à identifier, est tout de même un livre qui se décline en dix chapitres. Sitôt franchit le seuil de l'incipit, la critique des milieux de la bande dessinée – la pauvreté de son langage et la rusticité de ses mœurs soumis aux impératifs catégoriques de la marchandise et ses limites – se mêle au récit autobiographique. Le récit de rêves qui en est le fil conducteur englobe dans ses sillons une réflexion théorique qui l'ouvre sur de plus vastes considérations. Ajoutons-y la mise en œuvre de procédés techniques tels que le collage, l'usage du détournement, l'inclusion de photographies retravaillées, etc. Bref, autant de formules qui rappellent, certes, des influences surréalistes et situationnistes assumées mais, surtout, qu'il s'agit là non plus de bande dessinée, mais bien d'un usage inventif et subversif de son langage en vue d'autres fins.

En vérité, si par la beauté formelle de ses planches *Le Rêveur captif* peut être rangé dans la catégorie de ce qu'on appelle vulgairement un «bel objet» par la teneur de son propos, aussitôt dépassée la simple sensation que procure le plaisir esthétique, d'autres enseignements s'imposent. Celui-ci d'abord : ici,

plus qu'en maints endroits ailleurs, un «bel objet» peut ne pas se réduire à la rigidité d'une chose, mais, par sa force révélatrice et la puissance du négatif qui le meut, nous signifier tout autre chose. Or il nous semble bien que la démarche de Barthélémy Schwartz s'inscrit dans une perspective tant critique que créatrice où l'esprit, face à l'adversité, ses déchirements et contradictions, tente la grande aventure de son unité.

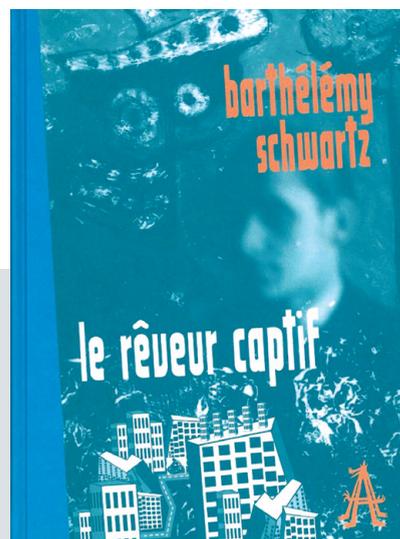
Livre étonnant et détonant, *Le Rêveur captif* est, avant tout, un livre qui se situe à la croisée de cheminements multiples. Partant d'une critique de la bande dessinée et de ses impasses, il nous place aussitôt en présence de personnages bien réels – tels que Charlotte Salomon, Charlotte Beradt et le cas poignant à l'extrême de Henry Darger – dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils prennent tous leur rêve au sérieux. En contrepoint, c'est sa propre expérience de rêveur – parfois éveillé lorsque le propos critique vient s'insinuer dans le creux de son expérience onirique – que Barthélémy Schwartz nous donne à voir ; et cela comme pour nous notifier que «tout rêveur pour être respectable doit prêcher par l'exemple».

Les rêveurs dont Barthélémy Schwartz nous livre quelques péripéties au sein de sa propre expérience onirique ne sont certes pas des rêveurs joyeux. Pour eux, il n'est que trop évident que «le problème, avec les rêves, c'est que le libre arbitre est souvent un libre arbitraire»². Mais, à la manière de Sisyphe roulant indéfiniment son rocher, peut-être pouvons nous les imaginer heureux à défaut de les concevoir joyeux. Heureux, oui, bien plus que joyeux parce que s'ils sont captifs, ils le sont plus que tout de cette vérité qui seule libère : «Le vrai rêve, c'est quand tout semble ouvert, quand tout paraît encore possible»³. Or, tout le long de son beau livre, Barthélémy Schwartz nous désigne l'activité onirique comme puissance capable, par excellence, de subvertir le «réel». Et c'est ici, tout autant que dans le langage et les procédés qu'il invente afin de se raconter et de dire le monde, que réside l'essentiel : *Le Rêveur captif* par ce qu'il bouscule comme par ce qu'il invente est une œuvre éminemment poétique. Un livre, rien qu'un livre qui nous dit : «Il y a dans le langage, en deçà et

au-delà du langage, le silence. Il y a dans les mots et sur le discours cette nuit pleine de sens, cette nuit translucide qui apparaît aussi dans les yeux et les regards, qui attend la parole»⁴. En ce qui nous concerne, tant par le contenu que les moyens mis en œuvre : images de différents types, collections d'aphorismes, récits biographiques et autobiographiques croisés, phrases poétiques, usage et incorporation de la théorie critique, etc. Tout cela, et plus encore «la volonté totalisante» qui en est en quelque sorte le liant, nous fait apparaître l'ensemble comme relevant tout simplement d'un acte poétique. Et cela, bien sûr, dans l'acception la meilleure du terme.

Alfredo Fernandes

1. Hegel in *Phénoménologie*.
2. Barthélémy Schwartz in *Le Rêveur captif*, Éditions L'Apocalypse.
3. Barthélémy Schwartz, *idem*.
4. H. Lefebvre in *Langage et société*.



Lola Sémonin, *La Madeleine Proust, une vie (1925-1939)*, Éditions Pygmalion. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Avant, c'était mieux

LOLA SÉMONIN, bien connue des libertaires puisqu'elle en a toujours été très proche et milita même un temps à leur côté, incarne au théâtre le personnage de la Madeleine Proust, depuis une trentaine d'années. Nous avons appris à connaître ce personnage attachant au fort accent du Haut-Doubs qui, au fil des spectacles, n'a jamais cessé de poser un regard à la fois tolérant et emprunt du bon sens paysan sur le monde qui l'entoure. S'adaptant à l'évolution sociétale, nous l'avons vue voyager, essayer de s'adapter aux nouvelles technologies. Dans son dernier spectacle, la dame devenue vieillissante se prend d'affection pour Kamel, un ado de La Courneuve placé en famille d'accueil. Ils s'adaptent l'un à l'autre, se charrient et finissent par s'adopter. Ce spectacle est un hymne à l'écoute, au partage et à la tolérance, des vertus devenues trop rares de nos jours.

Et puis, pour notre plus grand plaisir, un jour, son éditeur a eu l'idée de demander à Lola Sémonin d'écrire la vie de son personnage, la Madeleine. Lola avoue «qu'elle n'y aurait jamais pensé»... Aussi, pour réaliser cette gageure et inventer la vie de Madeleine, née en 1925 et atteignant ses 14 ans en 1939, Lola a énormément lu, non seulement des auteurs décrivant la condition paysanne dans la région du Haut-Doubs, mais aussi des ouvrages sur la guerre de 1914-1918, le Front populaire, la montée des fascismes en Europe, etc., puisque, dans ce volume, les mémoires de la Madeleine s'arrêtent en 1939. Mais, n'anticipons pas. Pour démarrer l'ouvrage par la naissance de la petite Madeleine, Lola reprend la description qu'elle avait esquissée dans un court-métrage en scope, *L'Angèle des neiges*, qui obtint trois fois le prix du jury et racontait l'histoire d'une naissance dans une région montagneuse, en plein hiver et la solidarité de tout le voisinage pour arriver à ce qu'elle se passe bien, dans des conditions quasiment impossibles : nous sommes en 1925 et il ne faut compter ni sur le téléphone, ni sur les chasse-neige, mais sur la seule débrouille. La description écrite de Lola est aussi précise et imagée que celle filmée et qui m'avait beaucoup impressionné lors de la projection (les images et couleurs réelles en plus). C'est ensuite un vrai plaisir de voir cette gamine grandir, elle et son grand frère trop vite rattrapés pratiquement chaque année par une flopée de marmots, comme

cela était si souvent le cas dans ces temps où il n'était pas question – et encore moins à la campagne qu'à la ville – d'avorter. La petite enfance de Madeleine se passe comme celle de toutes les filles aînées des grandes familles de ce temps, où les mères débordées et déjà tôt usées à la tâche ménagère et paysanne se reposaient sur celles-ci. Dans les familles pauvres des régions montagnardes reculées et quasi isolées, il est bien banal de dire que, dans les années 1920, la vie n'avait rien d'enchanteur. Aussi, lorsque la petite Madeleine a enfin le droit de s'affranchir de quelques services familiaux, après que son père – «athée soft», en comparaison de la «môman» très portée sur la religion –, traumatisé par les horreurs de la guerre de 1914 et très attaché à l'éducation, n'intervienne pour qu'elle puisse aller à l'école communale. Mais la gamine, ravie d'échapper à la surveillance constante d'une mère rigide et peu affectueuse (parce que tout simplement, elle n'en a pas le temps), déchante vite devant l'autorité d'une «maîtresse d'école» à l'ancienne, qui ne compte pas à faire régner sa loi à coups de règles en fer et de punitions dans un cagibi sans lumière. Peu importe, pour Madeleine, les six kilomètres aller-retour sont toujours ça de temps qu'elle ne passe pas, sitôt rentrée à la ferme, à travailler et à s'occuper de la ribambelle de ses petits frères et sœurs (ceux qui ne sont pas morts en couche), qu'elle torche et dont elle s'occupe le matin et le soir. Mais la monotonie des jours est heureusement rompue par la camaraderie ou tout événement susceptible de la rompre : une première visite à la ville et la découverte d'un autre monde, les événements familiaux, naissances et baptêmes et encore le dur apprentissage des récoltes d'où l'on revient fourbus, mais gorgés d'images. Mais aussi les accidents de la vie, l'apprentissage du meilleur et du pire, comme, par exemple, comment échapper à un vieil oncle insistant libidineux pédophile, ou encore échapper au désespoir quand la ferme du petit voisin brûle et que, une fois encore, grâce à la solidarité et l'entraide, tous les gens des environs, y compris Luigi, l'Italien antifasciste qui fuit la misère, les aident, elle et son père, à reconstruire une nouvelle vie. Au cours des chapitres suivants, celle qui n'était encore qu'une gamine grandit et s'ouvre aux autres et à ce monde qui évolue vite dans le début des années 1930 et

voit arriver enfin en Franche-Comté la première TSF, puis le cinéma et les changements portés par Léon Blum et le Front populaire... Les premiers touristes qui se rient de leur «authenticité» et de leur accent brut comme la roche de la montagne et traînant et goûteux comme le comté...

En d'autres temps, où tout va trop vite, il est réconfortant et plus qu'instructif de se replonger dans ce monde paysan, d'où beaucoup d'entre nous sommes issus et qui ne devait compter que sur ses propres forces et la solidarité pour survivre dans un monde où les paysans étaient considérés comme leurs bêtes et où devenir un homme ou une femme se forgeait à la force de la volonté. Dans ce témoignage d'un autre temps, jamais d'amertume, juste le constat du réel, mais bien souvent agrémenté de la générosité autant de la nature que de la plupart des personnages qui composent cette histoire ordinaire... Le style est une musique particulière de la voix de la Madeleine, et les dialogues en sonnent d'autant «plus vrais que vrais».

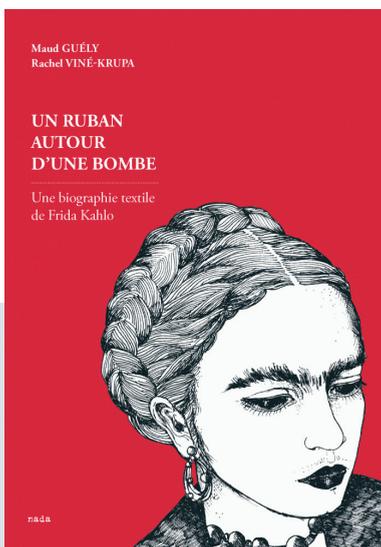
Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste



Lola Sémonin, *La Madeleine Proust, une vie (1925-1939)*, Éditions Pygmalion. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Un ruban autour d'une bombe



Maud Guély, Rachel Viné-Krupa, *Un ruban autour d'une bombe*, Éditions nada, 127 pages, 20 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

IL Y A QUELQUES ANNÉES, un de mes professeurs avait pour habitude de rebaptiser systématiquement avec mépris la spécialité « histoire de la mode et du costume » – qui était la mienne – « la minute mode et chiffon ». La biographie de Frida Kahlo de Maud Guély et Rachel Viné-Krupa est à mettre en priorité entre les mains de tous ceux qui continuent à considérer le vêtement comme une enveloppe futile et vide de sens. Cet ouvrage s'appuie sur l'idée que le vêtement est pour celui qui le porte à la fois un moyen de se mettre en scène, d'être au monde, en affichant ses choix identitaires et idéologiques. Une citation de l'historienne du textile Annegret Hesterberg clôt cet essai graphique : « S'il est évident que le vêtement ne fait pas la personne, il projette en revanche l'image que celui qui le porte veut transmettre à travers lui. C'est une sorte de "seconde peau" qui, à la différence de celle du corps, peut être choisie, créée et modelée librement en fonction, bien sûr, du matériau, de la confection, de la décoration et de la manière de la porter. Dans tout code vestimentaire réside une "mise en scène", consciente ou inconsciente, par le biais de laquelle chacun manifeste son propre moi¹. »

Le très beau titre de cet essai, *Un ruban autour d'une bombe*, est tiré de la description de l'art de Frida Kahlo par André Breton². La collaboration entre Rachel Viné-Krupa, auteur d'une thèse sur la peintre mexicaine Frida Kahlo et de *Frida Kahlo (1907-1954), portrait d'une identité* (Éditions Hermann), et l'artiste Maud Guély conduit à un ouvrage original et fascinant à lire en parallèle de l'exposition *Frida Kahlo-Diego Rivera: l'art en fusion*. L'œuvre de Frida Kahlo n'ayant pas été exposée en France depuis quinze ans, l'artiste mexicaine est, en effet, à l'honneur cet automne au musée de l'Orangerie, à Paris. Maud Guély ne se contente pas d'illustrer l'essai. Elle propose à chaque page de véritables réinterprétations de la garde-robe de Frida Kahlo et de beaux portraits de l'artiste mexicaine.

Les deux auteurs nous invitent à voir en Frida Kahlo autre chose que la femme égocentrique habituellement mise en avant dans les autres ouvrages qui lui sont consacrés. Cette « biographie textile » traite, bien évidemment, des épisodes marquants de la vie de l'artiste ; son accident, sa maladie, ses relations amoureuses tumultueuses, en particulier avec son mari Diego Rivera. Cependant, la vie du peintre est observée à travers le

prisme du vêtement qui, plus qu'une simple parure, est vu comme l'affirmation d'une identité plurielle et des choix idéologiques. Ainsi, l'artiste a adopté au cours de sa vie des styles vestimentaires très variés. Frida Kahlo abandonne progressivement l'uniforme sobre des jeunes militantes du Parti communiste et les costumes masculins qu'elle affectionne adolescente pour adopter un style féminin très élaboré. Elle n'hésite pas à arborer, au nom de l'idéologie post-révolutionnaire nationaliste, des créations mexicaines traditionnelles. Par patriotisme, elle adopte également les coiffures et les bijoux des indigènes. Tout ceci représente un marquage culturel fort pour cette femme aux origines métissées qu'elle mettra du temps à accepter tout à fait (son père, Wilhelm Kahlo, est Allemand et sa mère, Matilde Calderón, Mexicaine, de père indigène et de mère espagnole). Par revendication féministe, elle n'hésitera pas à se glisser à nouveau dans des costumes d'homme, dans des moments d'indépendance. L'artiste « montre ainsi que les traits saillants d'une personnalité se modifient par étapes au cours d'une vie » en matérialisant par le vêtement les différents personnages qu'elle incarne au cours de sa vie.

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

1. Annegret Hesterberg, « Presencia reconstruida. Una segunda piel », in *Artes de Mexico*.

2. André Breton, « Frida Kahlo de Rivera », in *Le Surréalisme et la peinture*.



Jeudi 21 novembre

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

20:30 > 22:30 **Entre chiens et loups.** Ce jeudi le contrebassiste Henri Texier revient à l'antenne pour deviser sur le jazz.

Vendredi 22 novembre

09:30 > 11:00 **For a Few Sixties More.** Rires et reggae au petit-déjeuner.

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres.** Un après-midi autour de Robert Wyatt à l'occasion de la sortie de l'album 68.

Samedi 23 novembre

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.**

13:30 > 15:30 **Chroniques rebelles.**

Dimanche 24 novembre

15:30 > 17:00 **La Plume noire.** Nos nouveautés éditoriales anarchistes.

Lundi 25 novembre

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Notre-Dame-des-Landes: Rody, en procès pour action contre les forages géotechniques, expulsion d'un policier en civil hors manifestation, refus de prélèvement ADN.

18:00 > 19:30 **Sciences en liberté.** La trompe de l'éléphant constitue-telle une adaptation et à quoi? La notion d'adaptation est au cœur de la théorie de l'évolution.

Mardi 26 novembre

18:00 > 19:30 **Pas de quartiers...** Nous recevons René Schérer et Patrick à propos de la réédition de *L'Âme atomique*, de René Schérer et Guy Hocquenghem.

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Sébastien Lifshitz a recueilli les témoignages de 11 personnes entre 70 et 90 ans qui ont vécu l'homosexualité à une époque où elle était encore taboue.

Mercredi 27 novembre

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Kharla, adoptée en colère et blogueuse, et Sabreen Bint Loula et Moruni Turlot pour le documentaire *Celle qui meurt*.

20:30 > 22:30 **Ras les murs.** Pour l'abolition de la prison.



À voir et à entendre

LA SCÈNE BUISSONNIÈRE présente son travail de création théâtrale et des lectures sur les textes de Fernand Deligny (1913-1996), éducateur, poète, penseur, cinéaste, dont c'est le centenaire de la naissance.

**Samedi 30 novembre
De 16 heures à 22 heures.**

Le Vent se lève! Tiers lieu, 181, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, métro Ourcq.

Réservations au 01 77 35 94 36 ou à reservation@leventsseleve.com.

Spectacle à l'unité: 15 euros et 12 euros (TR).

Passé journée: 25 euros et 20 euros (TR).

16 heures. Accueil.

16 h 30. Introduction par Jean-Pierre Chrétien Goni, du Vent se lève, et Adeline

Nuñez, de la Scène buissonnière

17 heures. Lectures collectives.

17 h 30. *Graine de crapule*, par Adeline Nuñez. Tribulations pittoresques d'une éducatrice à travers une vision existentielle, poétique et enragée.

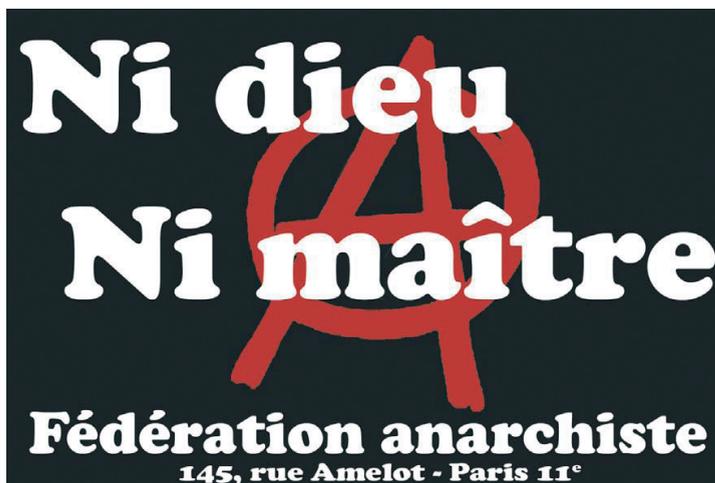
19 heures. *Sur les traces de l'humain.* Lecture par Adeline Nuñez accompagnée de Rodolphe Poitrineau et sa contrebasse. Au contact d'enfants autistes, Fernand Deligny, éducateur hors norme et poète, se questionne sur l'humain.

20 heures. Rencontre avec l'équipe du Vent se lève et la Scène buissonnière.

Table d'exposition avec la librairie Texture à partir de 18 h 30.

Exposition *Bernard Lanteri*: mise en lien de ses photos avec les mots de Fernand Deligny.

PROPAGANDE PROPAGANDE PROPAGANDE



Autocollant

Lecteurs, lectrices, vous pouvez vous fournir en autocollants et affiches, en vous adressant à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les affiches sont à 7 euros les 50. Les autocollants sont à 2 euros les 50.



Autocollant

AGENDA

Vendredi 22 novembre

Montpellier (34)

20h30. Projection du film de Nicolas Eprendre *Élisée Reclus, la passion du monde* et présentation de Ronald Creagh. 6, rue Henri-René.

Paris XI^e

19h30. Soirée vidéo. Projection de *The Road to Guantanamo*, un film docu-fiction de Michael Winterbottom. L'histoire vraie de quatre jeunes Anglais partis célébrer le mariage d'un ami au Pakistan, leur pays d'origine, fin septembre 2001. Ils décident alors d'aller en Afghanistan, juste après le 11 septembre, pour voir comment ils pouvaient aider là-bas (à l'époque, les talibans étaient au pouvoir). Ils ne reviendront chez eux que deux ans et demi plus tard après un séjour prolongé à la prison américaine de Guantanamo. L'un d'eux ne reviendra jamais. La projection sera suivie d'une discussion. Entrée libre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Samedi 23 novembre

Saumur (49)

15h30. Projection de *Bernard, ni Dieu ni chaussettes*, en présence de Pascal Boucher, réalisateur du film. Médiathèque, rue Célestin-Port.

Paris XI^e

17 heures. *Écoutez Couté*. Hommage à Gaston Couté. Chansons et poèmes avec Bruno Daraquy, Danielle Santamaria, Georges Solovieff, Thierry Bretonnet à l'accordéon. Pot après le spectacle. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Paris XIII^e

10h30. Rencontre avec Jean-Hugue Oppel, auteur de thrillers politiques. 132, rue de la Glacière.

Paris XIV^e

14h30. Manifestation contre les violences faites aux femmes. Place du 18-Juin (carrefour Rue-de-Rennes et boulevard du Montparnasse).

Lundi 25 novembre

Nice (06)

19 heures. Manifestation contre les violences faites aux femmes.

Mardi 26 novembre

Limoges (87)

20 heures. Conférence autour du livre sur les Groupes d'actions révolutionnaires internationalistes (Gari), organisée par le Cira-Limousin. Présence des éditeurs du Cras (Centre de recherches sur l'alternative sociale de Toulouse). Ce livre présente une chronologie détaillée des événements et une anthologie des textes écrits entre 1974 et 1977. En outre, il comporte des témoignages récents de protagonistes qui ont bien voulu revenir sur ce passé. À l'amphithéâtre Blanqui, esplanade de la mairie de Limoges.

Jeudi 28 novembre

Rennes (35)

20 heures. En une période où la confusion des idées et où la social-démocratie jouent à plein leur rôle d'anesthésiant des luttes, il est urgent de se remémorer les raisons pour lesquelles on doit se révolter, et de retrouver le goût de la vie en accord avec la définition qu'en donnait Albert Camus dans *L'Homme révolté*: « *Vivre, c'est ne pas se résigner.* » Le groupe La Sociale de la Fédération anarchiste organise une réunion publique pour échanger sur les moyens de sortir de la spirale de la résignation et des solutions qui s'avèrent pire que le mal. À la maison de quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne, métro Kennedy.

Vendredi 29 novembre

Paris XVIII^e

19h30. Le groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste présente une conférence animée par Angel Pino (spécialiste de la Chine et de l'anarchiste chinois Ba Jin). Le thème en sera la Chine de Mao Zedong: la Longue Marche, le Mouvement de

rectification, l'avènement du PCC, la Campagne des cent fleurs, le Grand Bond en avant, la Révolution culturelle, brouilles et embrouilles au sein du PCC, bande des quatre et communisme capitaliste... Bref, tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le maoïsme sans jamais oser le demander. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Métro Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

L'anarchisme sous la Révolution française

Cycle de conférences

Par Erwan (groupe Louise Michel)

Vendredi 22 novembre

19h30. Détruire l'État pendant la Révolution française. La Révolution française n'est pas dirigée contre l'existence de l'État. Au fil des événements, de façon marginale, cette revendication finit toutefois par émerger: le rejet de la monarchie évolue vers une critique générale du pouvoir. Cette conférence montrera comment, de façon typiquement anarchiste, la volonté de faire table rase de la tyrannie fut alors poussée jusqu'à l'idée d'une destruction des institutions.

Vendredi 6 décembre

19h30. Du droit de résistance à la révolution permanente. Le droit de résistance est un thème central de la Révolution française. Mais face à l'autoritarisme de la Convention et aux tentatives pour freiner le processus révolutionnaire, ce droit en vient parfois à être défendu sous la forme plus radicale d'une «révolution permanente». Cette conférence s'intéressera au lien entre la pensée anarchiste et cette volonté d'empêcher le retour à l'ordre institutionnel et à l'obéissance aveugle aux lois ou à la tradition.

Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris. Métros Abbesses ou Blanche. Entrée libre. Bibliotheque-larue.over-blog.com.



**Le groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste présente**



**La Chine maoïste
un communisme capitaliste**

**Une conférence animée par Angel Pino,
spécialiste de la Chine et de l'anarchiste Ba Jin**



**Le 29 novembre à 19 h 30
Bibliothèque libertaire La Rue
10, rue Robert-Planquette
75018 Paris (Abbesses ou Blanche)**